

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Journal Officiel

Supplément spécial N° 103

NOVEMBRE 1932

RÉSOLUTIONS ET VŒUX

adoptés par

L'ASSEMBLÉE

au cours de sa treizième session ordinaire
(26 septembre au 17 octobre 1932).

Genève, 1932

LEAGUE OF NATIONS

Official Journal

Special Supplement No. 103

NOVEMBER 1932

RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS

adopted by the

ASSEMBLY

during its Thirteenth Ordinary Session
(September 26th to October 17th, 1932)

Geneva, 1932

LEAGUE

O.J.sp. Suppl. 103
070558

LEAGUE
O.J.sp. Suppl.
103
70558

LES ACTES DE LA TREIZIÈME ASSEMBLÉE

sont en cours de préparation. Ils seront livrés au fur et à mesure de la publication, jusqu'à fin juillet 1933. On peut y souscrire dès maintenant auprès des dépositaires du Service des publications (voir page IV de la couverture) ou au Service des publications de la Société des Nations à Genève (Suisse).

Prix de l'abonnement à la série complète (neuf volumes y compris celui-ci) : Fr. 50.— (argent suisse).

JOURNAL OFFICIEL

Le *Journal Officiel* paraît en deux éditions (l'une en français et l'autre en anglais); il contient les procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, le texte des rapports et des résolutions adoptés par le Conseil, ainsi que les principaux documents officiels reçus ou expédiés par le Secrétariat de la Société.

	Argent suisse
Abonnement annuel (1932) (y compris l'Index)	Fr. 75.—
1 ^{re} Année (1920)	» 15.—
2 ^{me} » (1921)	» 15.—
3 ^{me} » (1922)	» 60.—
4 ^{me} » (1923)	» 60.—
5 ^{me} » (1924)	» 60.—
6 ^{me} » (1925)	» 60.—
7 ^{me} » (1926)	» 60.—
8 ^{me} » (1927)	» 60.—
9 ^{me} » (1928)	» 60.—
10 ^{me} » (1929) (y compris l'Index)	» 75.—
11 ^{me} » (1930) (y compris l'Index)	» 75.—
12 ^{me} » (1931) (y compris l'Index)	» 75.—

Le prix des numéros isolés varie selon le nombre de pages.

RÉSUMÉ MENSUEL DES TRAVAUX

DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le *Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations* donne le compte rendu de toutes les réunions de la Société des Nations et fournit, chaque mois, un tableau général de son activité. Il est publié en six éditions : française, anglaise, allemande, espagnole, italienne et tchèque.

Abonnement annuel	Fr. 5.—	} (Argent suisse)
Prix d'un numéro.	» 0.50	

SOCIÉTÉ DES NATIONS

RÉSOLUTIONS ET VŒUX

adoptés par

L'ASSEMBLÉE

au cours de sa treizième session ordinaire,

du 26 septembre au 17 octobre 1932.

TABLE DES MATIÈRES

Résolutions et vœux adoptés par l'Assemblée au cours de sa treizième session ordinaire, du 26 septembre au 17 octobre 1932.

	Pages
I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU :	
1. Vérification des pouvoirs	5
2. Nomination d'une Commission de l'ordre du jour	5
3. Nomination du Bureau	6
II. NOMINATION DES COMMISSIONS ET RÉPARTITION DES TRAVAUX	7
III. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION :	
1. Proposition du Gouvernement norvégien en vue de l'amendement des articles 4 et 17 du Règlement intérieur de l'Assemblée	9
2. Proposition du Bureau de l'Assemblée, relative à la suppression de l'article 12 du Règlement intérieur de l'Assemblée	9
3. Situation en ce qui concerne l'entrée en vigueur du Protocole du 14 septembre 1929, au sujet de la revision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale	9
4. Nationalité de la femme	10
IV. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION :	
1. Travaux de l'Organisation d'hygiène	12
2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit	12
3. Questions économiques et financières : Conférence monétaire et économique	13
4. Projet de convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif	14
V. RÉOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA QUATRIÈME COMMISSION :	
1. Questions financières	15
2. Questions de la haute direction et questions connexes	17
3. Contributions arriérées	20

	Pages
VI. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION :	
1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles	21
2. Traite des femmes et des enfants	21
3. Protection de l'enfance	22
4. Questions pénales et pénitentiaires	23
VII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION :	
1. Admission du Royaume d'Irak dans la Société des Nations . . .	24
2. Travaux de la Commission d'étude pour l'Union européenne . .	24
3. Mandats	24
4. Esclavage	24
5. Protection des minorités	26
6. Travaux de l'Organisation internationale de coopération intellec- tuelle	26
7. Réfugiés russes, arméniens, assyriens, assyro-chaldéens et turcs .	29
8. Collaboration des femmes à l'organisation de la paix	30
9. Collaboration de la presse à l'organisation de la paix	30
VIII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES PROPOSITIONS DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE :	
1. Organisation des sessions de l'Assemblée	32
2. Désignation d'un Membre du Comité des Dix-Neuf constitué par l'Assemblée en session extraordinaire	32
IX. DÉSIGNATION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL	33

RÉSOLUTIONS ET VŒUX ADOPTÉS PAR L'ASSEMBLÉE

au cours de sa treizième session ordinaire, du 26 septembre au 17 octobre 1932.

I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET NOMINATION DU BUREAU.

I. VÉRIFICATION DES POUVOIRS.

A la suite des rapports présentés par la Commission des pouvoirs nommée par l'Assemblée le 26 septembre 1932, les pouvoirs des représentants des Membres de la Société ont été trouvés en bonne et due forme.

La Commission était constituée de la manière suivante :

M. Aristides DE AGÜERO Y BETHANCOURT (Cuba), *président* ;
M. Rudolf HOLSTI (Finlande) ;
Le comte LAGARDE, duc D'ENTOTTO (Ethiopie) ;
Sir P. D. PATANI (Inde) ;
M. RAPHAËL (Grèce) ;
M. Emile REUTER (Luxembourg) ;
M. Eduardo SANTOS (Colombie) ;
Anouchirevan Khan SÉPAHBODI (Perse).

[Séances du 26 septembre et du 3 octobre 1932 (matin).]

2. NOMINATION D'UNE COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR.

L'Assemblée a nommé une Commission de l'ordre du jour, composée de :

Le Dr Tevfik RÜSTÜ bey (Turquie), *président* ;
Sir Donald CAMERON (Australie) ;
M. ANTONIADE (Roumanie) ;
Sir W. MALKIN (Royaume-Uni) ;
M. MAYARD (Haïti) ;
M. PILOTTI (Italie) ;
M. WESTMAN (Suède).

[Séance du 26 septembre 1932 (matin).]

3. NOMINATION DU BUREAU.

Le Bureau de la treizième session ordinaire de l'Assemblée a été constitué comme suit :

- a) Le président de l'Assemblée ;
- b) Les six vice-présidents élus par l'Assemblée ;
- c) Les présidents des cinq Commissions de l'Assemblée, qui sont de plein droit vice-présidents de l'Assemblée ;
- d) Le président de la Commission de l'ordre du jour ;
- e) Deux membres d'honneur.

a) *Président.*

Son Excellence M. Nicolas POLITIS (Grèce) a été élu président de l'Assemblée durant sa treizième session ordinaire.

[Séance du 26 septembre 1932 (matin).]

b) *Vice-présidents élus par l'Assemblée.*

Le baron ALOISI (Italie), sir John SIMON (Royaume-Uni), M. HERRIOT (France), le baron VON NEURATH (Allemagne), M. MEDINA (Nicaragua), M. NAGAOKA (Japon).

[Séance du 26 septembre 1932 (après-midi).]

c) *Présidents des Commissions, qui sont de plein droit vice-présidents de l'Assemblée.*

M. BEELAERTS VAN BLOKLAND (Pays-Bas), M. TE WATER (Union Sud-Africaine), M. DE VASCONCELLOS (Portugal), le comte CARTON DE WIART (Belgique), M. LANGE (Norvège).

[Séance du 26 septembre 1932 (après-midi).]

d) *Président de la Commission de l'ordre du jour.*

Conformément à une décision prise par l'Assemblée au cours de sa première séance, le Dr Tevfik RÜSTÜ bey (Turquie), président de la Commission de l'ordre du jour, a été nommé membre du Bureau.

[Séance du 26 septembre 1932 (matin).]

e) *Deux membres d'honneur.*

Conformément à une décision prise par l'Assemblée au cours de sa deuxième séance, M. Paul HYMANS, ministre des Affaires étrangères de Belgique, et M. MOTTA, président de la Confédération helvétique, ont été nommés membres d'honneur du Bureau de la treizième session ordinaire de l'Assemblée.

[Séance du 26 septembre 1932 (après-midi).]

II. NOMINATION DES COMMISSIONS ET RÉPARTITION DES TRAVAUX.

L'Assemblée a nommé cinq¹ Commissions, chaque délégation ayant droit à un représentant dans chaque Commission.

[Séance du 26 septembre 1932 (matin).]

Les diverses Commissions ont eu à examiner les questions suivantes et à présenter des rapports à l'Assemblée.

Première Commission (Questions juridiques et constitutionnelles).

1. Proposition du Gouvernement norvégien en vue de l'amendement des articles 4 et 17 du Règlement intérieur de l'Assemblée.
2. Proposition du Bureau de l'Assemblée relative à la suppression de l'article 12 du Règlement intérieur de l'Assemblée.
3. Situation en ce qui concerne l'entrée en vigueur du Protocole du 14 septembre 1929 au sujet de la revision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.
4. Nationalité de la femme.

Deuxième Commission (Organisations techniques).

1. Travaux de l'Organisation d'hygiène.
2. Travaux de l'Organisation des communications et du transit.
3. Questions économiques et financières : Conférence monétaire et économique.
4. Projet de convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif.

Quatrième Commission (Questions administratives et financières).

1. Questions financières.
2. Question de la haute direction et questions connexes.
3. Contributions arriérées.

Cinquième Commission (Questions sociales et générales).

1. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.
2. Traite des femmes et des enfants.
3. Protection de l'enfance.
4. Questions pénales et pénitentiaires.

¹ L'Assemblée a décidé, cette année, de ne pas constituer de troisième Commission, étant donné que toutes les questions relatives à la réduction des armements qui, au cours des sessions antérieures, ont été soumises à cette Commission, font, cette année, l'objet d'études et de négociations au sein des divers organes constitués par la Conférence pour la réduction et la limitation des armements.

Sixième Commission (Questions politiques, mandats, esclavage, etc.).

1. Admission du Royaume d'Irak dans la Société des Nations.
 2. Travaux de la Commission d'étude pour l'Union européenne.
 3. Mandats.
 4. Esclavage.
 5. Protection des minorités.
 6. Travaux de l'Organisation internationale de coopération intellectuelle.
 7. Réfugiés russes, arméniens, assyriens, assyro-chaldéens et turcs.
 8. Collaboration des femmes à l'organisation de la paix.
 9. Collaboration de la presse à l'organisation de la paix.
-

III. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION.

I. PROPOSITION DU GOUVERNEMENT NORVÉGIEN EN VUE DE L'AMENDEMENT DES ARTICLES 4 ET 17 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE.

L'Assemblée décide d'amender son Règlement intérieur en y insérant les dispositions suivantes :

Article 4, nouveau paragraphe 4bis :

Aucune proposition tendant à l'inscription d'une nouvelle question à l'ordre du jour de l'Assemblée ne peut être signée par plus de quinze Membres de la Société.

Article 17, nouveau paragraphe 1bis :

Aucun projet de résolution, amendement ou motion ne peut être signé par plus de quinze Membres de la Société.

[Résolution adoptée le 11 octobre 1932 (matin).]

2. PROPOSITION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE RELATIVE A LA SUPPRESSION DE L'ARTICLE 12 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE.

L'Assemblée décide de supprimer l'article 12 de son Règlement intérieur.

[Résolution adoptée le 11 octobre 1932 (matin).]

3. SITUATION EN CE QUI CONCERNE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROTOCOLE DU 14 SEPTEMBRE 1929 AU SUJET DE LA RÉVISION DU STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

L'Assemblée,

Ayant pris acte du rapport (document A.27.1932.V.) du Secrétaire général sur l'état des ratifications du Protocole du 14 septembre 1929 concernant la revision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale;

Constata avec satisfaction que le Gouvernement de Cuba ayant cru pouvoir retirer les réserves auxquelles il avait subordonné sa ratification dudit Protocole, l'obstacle qui, l'année passée, semblait s'opposer à l'entrée en vigueur du Protocole se trouve écarté ;

Adresse un pressant appel aux Etats qui, ayant ratifié le Protocole du 16 décembre 1920 et signé le Protocole du 14 septembre 1929, n'ont pas encore ratifié ce dernier Protocole, pour que cette ratification ait lieu le plus tôt possible; au cas où ils considéreraient que des raisons péremptoires les empêchent de ratifier, elle leur demanderait de faire connaître sans retard au Secrétaire général la nature de ces raisons ;

Invite le Secrétaire général à informer immédiatement les Membres de la Société des Nations du dépôt de chaque nouvelle ratification, ainsi que de toute communication concernant les motifs qui empêcheraient un Etat de ratifier le Protocole ;

Invite le Secrétaire général, au reçu de la dernière ratification requise pour l'entrée en vigueur dudit Protocole, à donner avis de cette entrée en vigueur aux gouvernements des Etats intéressés et au Greffier de la Cour permanente de Justice internationale ;

Invite le Secrétaire général à envoyer aux Etats visés à l'alinéa 3 copie de la présente résolution ainsi que des exposés faits par le rapporteur, M. Massimo Pilotti, et par l'ancien président de la Cour permanente de Justice internationale, M. Max Huber, des raisons qui militent en faveur d'une prompte entrée en vigueur du Protocole de 1929.

[Résolution adoptée le 14 octobre 1932 (après-midi).]

4. NATIONALITÉ DE LA FEMME.

L'Assemblée,

Ayant examiné avec le plus vif intérêt le rapport du Secrétaire général contenant les observations soumises par les gouvernements sur la question de la nationalité des femmes, conformément à la résolution de la douzième Assemblée (document A.15, A.15(a), A.15(b) 1932.V. et A.I./12.1932), ainsi que les observations du Comité des représentantes des organisations féminines internationales (documents A.23.1932.V. et A.I./5.1932) et les pétitions « des Femmes catholiques et des Hommes catholiques » (document A.33.1932.V.).

Considérant que la Conférence de codification de La Haye n'a pas eu l'intention de consacrer dans les dispositions de la « Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité », un principe contraire à l'indépendance de la nationalité de la femme mariée, mais bien plutôt de mettre un terme à certaines difficultés résultant des divergences existant entre les législations de différents pays relatives à la matière (articles 8, 9 et 11) ; que l'article 10 a même consacré une application formelle de cette indépendance ; et que la Conférence de codification de La Haye a recommandé dans son vœu N° VI aux Etats « d'examiner s'il ne serait pas possible :

» 1° De consacrer dans leur droit le principe de l'égalité des sexes en matière de nationalité, en prenant particulièrement en considération l'intérêt des enfants,

» 2° De décider spécialement que désormais la nationalité de la femme ne sera pas en principe affectée sans son consentement, soit par le seul fait du mariage, soit par celui du changement de nationalité du mari » ;

Constatant que, dans leurs observations, un grand nombre de gouvernements ont exprimé l'avis que les articles 8 à 11 de la Convention de La Haye réalisent le progrès qu'il est actuellement possible d'atteindre par voie d'accord international de caractère général en ce qui concerne la nationalité des femmes ;

Considérant que tout amendement en dehors de la procédure ordinaire de révision se heurterait à des obstacles pratiquement insurmontables et que par conséquent il n'est pas même possible de faire disparaître les expressions qui semblent avoir prêté à un malentendu sur la discrimination entre les sexes en matière de nationalité ;

Certaine que l'entrée en vigueur de ces articles ne sera en aucune façon de nature à porter préjudice à toute action ultérieure concertée dans le domaine international au moment où une telle action deviendra possible ;

Considérant que, dans l'intervalle, cette entrée en vigueur n'imposera aucune restriction à la liberté d'action de tout Etat qui désirerait, dans sa législation en matière de nationalité, donner une application plus étendue au principe de l'égalité des sexes ;

Convaincue enfin que la question de la nationalité des femmes est en voie d'évolution et se trouve liée aux changements affectant la situation de la femme dans la vie sociale, économique et politique ;

Exprime l'espoir que les Etats qui ont déjà signé ladite Convention sur la nationalité promulgueront toutes les mesures législatives nécessaires pour donner effet à cette Convention et effectueront prochainement le dépôt de leurs ratifications ;

Attire l'attention des Etats qui n'auraient pas encore pris les mesures législatives de nature à donner effet à la Convention, sur la possibilité qu'il y aurait pour eux de rédiger leurs lois internes dans une forme répondant mieux aux vœux des organisations féminines ;

Invite le Secrétaire général à prier, de temps à autre, les gouvernements de lui fournir des renseignements sur la suite qui aura pu être donnée par eux au vœu N° VI de la Conférence de codification ;

Prie le Conseil de tenir compte de ces renseignements et de suivre l'évolution de l'opinion publique à l'égard de cette importante question, afin de déterminer le moment auquel cette évolution aura atteint un stade permettant de prendre d'autres mesures concertées d'ordre international.

[Résolution adoptée le 12 octobre 1932 (après-midi).]

IV. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

I. TRAVAUX DE L'ORGANISATION D'HYGIÈNE.

L'Assemblée,

Est heureuse de constater que de nombreux gouvernements ont répondu à l'appel qu'elle avait lancé l'an dernier en faveur des victimes des inondations en Chine, et remercie ces gouvernements de leur geste généreux, qui est la preuve tangible de leur esprit de solidarité internationale ;

Se félicite de ce que les gouvernements et leurs administrations sanitaires viennent contribuer et faire appel, dans une mesure toujours croissante, à l'expérience de l'Organisation d'hygiène, dans les questions pour l'avancement desquelles la coopération internationale fournie par cette Organisation est indispensable, et apprécie particulièrement le mécanisme qui permet à ces gouvernements d'obtenir de cette Organisation des avis consultatifs et une collaboration technique ;

Considère que l'Organisation d'hygiène, par ses études techniques, par son Service de renseignements épidémiologiques, y compris celui de son Bureau d'Orient, et par les missions entreprises sous ses auspices, remplit les obligations découlant de l'article 23 du Pacte, en vertu duquel la Société des Nations s'efforcera de prendre des mesures d'ordre international pour prévenir et combattre les maladies ;

Prend acte du rapport (document A.28.1932.III) qui lui a été soumis sur les travaux de l'Organisation d'hygiène et approuve l'œuvre accomplie par cette Organisation depuis la dernière session de l'Assemblée.

[Résolution adoptée le 10 octobre 1932 (matin).]

2. TRAVAUX DE L'ORGANISATION DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT.

L'Assemblée,

Prenant acte de l'œuvre accomplie par l'Organisation des communications et du transit entre la douzième et la treizième session ordinaire de l'Assemblée,

Apprécie hautement les résultats obtenus dans les divers domaines de l'activité de cette Organisation ;

Exprime notamment sa satisfaction des conclusions auxquelles est arrivée la quatrième Conférence générale des communications et du transit et espère que ces conclusions seront suivies de résultats heureux ;

Attache une particulière importance à l'œuvre accomplie par le Comité d'étude des questions de travaux publics et d'outillage national ;

Prend acte avec satisfaction de la collaboration étroite établie entre l'Organisation et le Gouvernement national de Chine et exprime sa conviction que cette collaboration aura un plein succès.

[Résolution adoptée le 10 octobre 1932 (matin).]

3. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES : CONFÉRENCE MONÉTAIRE ET ÉCONOMIQUE.

L'Assemblée,

1. Approuve le rapport qui lui est présenté par la deuxième Commission (document A.56.1932.II) ;

2. Affirme sa conviction que les graves problèmes de l'heure soulevés par la crise ne peuvent trouver leur solution que dans une collaboration effective et immédiate de tous les pays, aussi bien dans le domaine des échanges que dans celui des finances ;

Considère que la tâche la plus urgente de la future « Conférence monétaire et économique » devra consister à rechercher tous les moyens pratiques de faire disparaître le plus tôt possible les entraves de tout genre dans lesquelles étouffe le commerce international, et à faciliter les ajustements nécessaires à la stabilité monétaire et au rétablissement du crédit ;

Adresse un appel pressant et solennel à tous les gouvernements qui seront représentés à la Conférence pour qu'ils contribuent de tout leur pouvoir à la solution des difficultés actuelles et pour qu'ils éclairent l'opinion publique sur la nécessité de faire les concessions indispensables pour l'entente économique internationale, seul moyen de revenir à une situation normale ;

Attire l'attention de la « Conférence monétaire et économique » et de ceux qui sont chargés de la préparation de cette Conférence sur la résolution adoptée le 30 avril 1932 par la Conférence internationale du Travail et transmise par le Conseil à l'Assemblée, ainsi que sur les résultats de la Conférence de Stresa.

3. Remercie le Comité financier pour les efforts considérables qu'il a consacrés à la tâche difficile et ardue qui lui est incombée durant l'année dernière.

Note avec satisfaction que la Délégation de l'or du Comité financier a terminé son travail et publié son rapport final, sur lequel elle désire à nouveau attirer l'attention de toutes les autorités responsables de la politique monétaire.

4. Signale à l'attention des gouvernements de tous les pays la procédure nouvelle créée par le Conseil en vue du *règlement amiable des différends d'ordre économique entre Etats*, à laquelle il leur sera loisible de recourir dès le 1^{er} janvier prochain ;

5. a) Informée que les trois projets de *conventions vétérinaires*, préparés par les soins du Comité économique, sont considérés par les nombreux gouvernements comme susceptibles de servir de base de discussion à une Conférence diplomatique internationale, exprime le désir que cette Conférence diplomatique soit convoquée dans le courant de l'année 1933 ;

b) Informée que le Comité économique poursuit activement les études sur les problèmes d'ordre vétérinaire que pose le commerce du bétail et de la viande, espère que les Etats intéressés seront tenus au courant des progrès de ces travaux, tendant en dernier lieu à l'élaboration d'une ou de plusieurs conventions relatives à l'importation de bétail sur pied et de la viande.

6. Exprime l'espoir que les pays dont dépend en fait la mise en vigueur des *trois Conventions relatives aux lettres de change et billets à ordre* tiendront à contribuer, par une adhésion rapide, à l'unification progressive de cette importante partie du droit international privé ;

7. Exprime le désir que l'Organisation économique de la Société des Nations veuille bien continuer à suivre de près et à appuyer les travaux du Comité international des relations intercoopératives, et qu'elle recherche avec le Bureau international du Travail

les meilleurs moyens de rendre accessibles aux intéressés les informations réunies pour ce Comité, au sujet des progrès de la coopération dans les différents pays.

8. Prend acte avec satisfaction de la résolution prise par le Conseil de la Société des Nations de soumettre la question des *grands travaux publics* à la Commission préparatoire de la « Conférence monétaire et économique ».

[*Résolutions adoptées le 12 octobre 1932 (après-midi).*]

4. PROJET DE CONVENTION POUR FACILITER LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES FILMS
AYANT UN CARACTÈRE ÉDUCATIF.

L'Assemblée,

Enregistre avec satisfaction le résultat des travaux accomplis par le Sous-Comité¹ qu'elle avait chargé d'examiner le projet de convention destiné à favoriser les échanges internationaux de films présentant un caractère éducatif ;

Estime que les modifications proposées par le Sous-Comité sont de nature à faciliter l'adhésion de plusieurs des Etats à cette convention, qui, dans ses grandes lignes, a rencontré l'approbation de nombreuses délégations. Elle considère, toutefois, que ces modifications appellent un nouvel examen de la part des gouvernements intéressés ;

Considérant, d'autre part, l'intérêt qui s'attache à une prompt solution de la question, elle prie le Conseil de convoquer une réunion des délégués des gouvernements au moment qui lui paraîtra le plus approprié, et si possible à l'occasion de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée, si toutefois tous les gouvernements ont pu prendre connaissance du nouveau projet de convention. Au cours de cette réunion, lesdits délégués, munis de pleins pouvoirs, auraient à se prononcer sur le point de savoir si la convention projetée, avec ou sans amendements, doit être ouverte à la signature de tous les Membres de la Société des Nations et de tous les Etats non membres. Dans l'intervalle, il serait loisible aux gouvernements intéressés de faire parvenir leurs observations au Secrétaire général.

[*Résolution adoptée le 12 octobre 1932 (après-midi).*]

¹ Le Sous-Comité en question a été institué en vertu d'une décision de la deuxième Commission ; il comprenait trois membres nommés par celle-ci et trois membres nommés, sur la demande de la deuxième Commission, par la première Commission.

V. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA QUATRIÈME COMMISSION.

I. QUESTIONS FINANCIÈRES.

I. *Questions générales.*

1. L'Assemblée, en vertu de l'article 38 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations, arrête définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le treizième exercice financier, clos le 31 décembre 1931.

2. L'Assemblée,

En vertu de l'article 17 du Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations,

Arrête, pour l'exercice 1933, le budget de la Société des Nations, s'élevant à la somme totale de 33.429.132 francs-or,

Et décide que le budget précité sera publié dans le *Journal Officiel*.

3. L'Assemblée, se ralliant à la recommandation de la Commission de répartition des dépenses, fixe à dix le nombre d'unités attribué à la Turquie en 1933 et à trois celui attribué à l'Irak dans le barème de répartition des dépenses de la Société.

4. L'Assemblée adopte les conclusions des différents rapports de la Commission de contrôle qui ont été soumis à son examen, sauf en ce qui concerne la question visée dans le chapitre V du présent rapport (document A.69(1).1932.X).

5. L'Assemblée nomme à la Commission de contrôle, pour la période se terminant le 31 décembre 1935, comme membre titulaire, S. E. M. C. PARRA-PÉREZ et comme membres suppléants M. G. DE OTTLIK et S. E. M. Jean DE MODZELEWSKI.

6. L'Assemblée adopte le présent rapport de la quatrième Commission (document A.69(1).1932.X).

II. *Rationalisation et concentration des services du Secrétariat et du Bureau international du Travail.*

L'Assemblée, s'inspirant entre autres des propositions qui lui ont été soumises par la Commission de contrôle, invite cette dernière à procéder à un examen approfondi des possibilités d'effectuer des économies dans les dépenses de la Société des Nations au moyen d'une concentration technique de ses activités, ainsi que par tout autre moyen de réorganisation et de rationalisation dans les services du Secrétariat et du Bureau international du Travail, sous réserve, toutefois, que ces mesures n'entravent nullement les fonctions essentielles de la Société.

L'Assemblée prie le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, qui a déjà entrepris des études et pris des mesures dans ce sens, de bien vouloir prêter son concours en vue de cette étude pour ce qui concerne le Bureau international du Travail et sa collaboration avec le Secrétariat.

Aux fins de cet examen, la Commission de contrôle pourra recourir à la collaboration d'experts spéciaux.

La Commission de contrôle est invitée à présenter à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée un rapport sur les résultats de cet examen.

Il serait entendu que les postes qui, à la suite de cet examen, seraient considérés comme superflus, pourraient être supprimés par le Secrétaire général même avant ladite session.

Pendant, le Secrétaire général, s'il s'agissait de remaniements de plus grande envergure, devrait soumettre préalablement la question à l'approbation du Conseil.

L'Assemblée prie le Secrétaire général d'examiner, dans chaque cas où un contrat en vigueur vient à expiration ou qu'un poste devient vacant pour une autre raison, s'il est possible de surseoir à la nomination de nouveaux fonctionnaires en vue de permettre un examen approfondi de la nécessité des fonctions envisagées, pour l'activité de la Société.

III. Réduction des traitements en ce qui concerne les futurs contrats¹.

L'Assemblée décide que pour une période de deux ans à partir du 15 octobre 1932 :

1^o Tous les contrats futurs, qu'il s'agisse de continuer les services de fonctionnaires du Secrétariat, du Bureau international du Travail ou du Greffe de la Cour permanente de Justice internationale dont les contrats arrivent à expiration, ou qu'il s'agisse de contrats de nouveaux fonctionnaires, seront établis sur la base d'une réduction de 10 % de la présente échelle de traitements pour les catégories envisagées (augmentations comprises) et prévoieront le droit pour l'Assemblée de modifier unilatéralement les traitements accordés.

2^o Les membres du personnel de ces organisations, lorsqu'ils seront promus à une catégorie supérieure, seront nommés à des taux ou des échelles de traitement inférieurs de 10 % aux taux et échelles actuellement applicables aux catégories en question, sous réserve que le traitement initial accordé à la suite de cette promotion se sera pas inférieur au traitement reçu par le fonctionnaire avant sa promotion.

3^o Il est entendu que les dispositions ci-dessus ne s'appliquent ni au personnel temporaire au bénéfice de contrats de courte durée et dont la rémunération a déjà été notablement réduite, ni au personnel dont la rémunération annuelle est égale ou inférieure à 6.500 francs.

IV. Caisse des pensions du personnel.

L'Assemblée :

Prend acte du rapport du Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel pour l'année 1932 (document A.14.1932) ;

Donne sa sanction, conformément à la recommandation formulée par le Conseil d'administration, à l'admission de huit fonctionnaires du Secrétariat dont les demandes ont été reçues après le 31 décembre 1931 ;

Adopte le rapport sur l'évaluation de la Caisse, tel qu'il a été soumis par l'actuaire-conseil de la Caisse (document A.8.1932) ;

Et décide :

Que l'actif de la Caisse de prévoyance sera transféré à la Caisse des pensions, étant entendu que la Caisse de prévoyance conservera un montant en espèces égal aux soldes des comptes de ses membres ainsi qu'une part appropriée du fonds de décès et invalidité ;

¹ Il fut entendu, pour des raisons d'équité, que, sauf s'il s'agit de promotions, la réduction de 10 % envisagée ci-dessus ne s'appliquera pas aux fonctionnaires entrés au service de la Société des Nations avant le 15 septembre 1931.

Que tout manque dû à la dépréciation de l'actif provenant de la Caisse de prévoyance sera amorti, en cas de besoin, après la période de trente années fixée par l'article 7 b) du Règlement ;

Que la contribution de la Société à la Caisse des pensions pour 1933 sera égale à 9 % des traitements soumis à retenue des membres de la Caisse ;

Que sa contribution au titre des arriérés afférents aux fonctions remplies avant le 1^{er} janvier 1931 sera calculée selon le taux de contribution qui avait été fixé pour 1931 ;

Qu'il ne sera inscrit, dans le budget de 1933, aucun crédit destiné à compléter les contributions versées en monnaies dépréciées par les fonctionnaires des bureaux auxiliaires ;

Et que la contribution de la Société à l'amortissement, conformément à l'article 7 b) du Règlement, du déficit de la Caisse des pensions résultant de l'application du Règlement aux fonctionnaires déjà en service à la date du 1^{er} janvier 1931, sera de 400.000 francs suisses pour 1933.

[Résolutions adoptées le 17 octobre 1932 (matin).]

2. QUESTION DE LA HAUTE DIRECTION ET QUESTIONS CONNEXES.

I. Déclaration de loyauté.

L'Assemblée,

Décide que le Secrétaire général et tous les fonctionnaires du rang de directeur ou d'un rang supérieur feront dorénavant en séance publique la déclaration suivante, en présence du Conseil :

« Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en qualité de [Secrétaire général] de la Société des Nations, de m'acquitter de mes fonctions et de régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de la Société, et de ne demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement ou autre autorité extérieure,

» *Pour le Secrétaire général* : à la Société des Nations.

» *Pour les autres fonctionnaires* : au Secrétariat de la Société des Nations. »

Que les fonctionnaires de la première division, au-dessous du rang de directeur, feront et signeront une déclaration semblable devant le Comité des nominations, et que les fonctionnaires des deuxième et troisième divisions la feront et signeront devant le Sous-Comité des nominations ;

Que la disposition ci-dessus ne s'appliquera toutefois pas aux fonctionnaires engagés à titre temporaire pour une période inférieure à une année.

Elle invite le Conseil d'administration du Bureau international du Travail à décider que le Directeur, le Directeur adjoint et les chefs de division du Bureau international du Travail feront, en séance publique, une déclaration analogue en sa présence et que, pour les fonctionnaires des rangs inférieurs, la procédure adoptée pour le Secrétariat s'appliquera, *mutatis mutandis*, au Bureau international du Travail.

II. Haute direction.

1. L'Assemblée,

Affirme une fois de plus le principe que les titulaires des postes les plus élevés du Secrétariat jusqu'à celui du poste de Secrétaire général doivent, comme tous les fonc-

tionnaires de la Société des Nations, être choisis à raison de leurs aptitudes, de leurs titres personnels et de la contribution qu'ils peuvent apporter à l'accomplissement des tâches de la Société des Nations.

Pour faciliter l'application de ce principe et afin de pouvoir assurer aux Membres qui ne sont pas représentés en permanence au Conseil une plus grande part des responsabilités incombant à la haute direction du Secrétariat, elle décide qu'il y aura deux postes de Secrétaire général adjoint. Cela permettrait de confier l'un de ces postes à un ressortissant de Membre non représenté en permanence au Conseil, au cas où le Secrétaire général aurait été choisi parmi les ressortissants de Membres représentés à titre permanent au Conseil.

Eu égard au principe d'universalité de la Société des Nations, il conviendrait, dans l'attribution des postes de la haute direction du Secrétariat, de tenir compte également des divisions géographiques dominantes, conformément aux principes suivis dans la constitution d'autres organes dirigeants de la Société des Nations.

2. a) Il y aura trois Sous-Secrétaires généraux.

b) Etant donné le caractère non politique des fonctions du Conseiller juridique, il n'est pas désirable d'apporter une modification à ce titre. Toutefois, le Conseiller juridique aura rang de Sous-Secrétaire général et sera considéré comme faisant partie de la haute direction du Secrétariat.

3. La décision obtenue au sujet du paragraphe 1 a été grandement facilitée par le fait qu'un accord est intervenu aux termes duquel les bureaux du Secrétaire général et des Secrétaires généraux adjoints ne devraient pas comprendre plus d'un membre de section ressortissant au même Membre de la Société que les hauts fonctionnaires occupant les postes en question.

4. Le mandat du Secrétaire général sera de dix ans, celui des Secrétaires généraux adjoints de huit ans et ceux des Sous-Secrétaires généraux de sept ans. Le mandat du Secrétaire général pourra être renouvelé pour trois ans, celui des Secrétaires généraux adjoints pour cinq ans et ceux des Sous-Secrétaires généraux pour une nouvelle période de sept ans seulement.

5. Il a, en outre, été entendu que, pour donner effet aux vœux antérieurement formulés par l'Assemblée et tendant à ce qu'il soit procédé à une répartition plus équitable des nationalités au sein du Secrétariat, il ne devrait pas y avoir plus de deux ressortissants d'un Membre quelconque de la Société parmi ses hauts fonctionnaires (Secrétaire général, Secrétaires généraux adjoints, Conseiller juridique et Sous-Secrétaire généraux, Directeurs) et que ce principe sera appliqué dans le délai le plus court possible, sans qu'il soit porté atteinte aux contrats existants.

III. *Cabinets du Secrétaire général, des Secrétaires généraux adjoints, et bureaux des Sous-Secrétaires généraux.*

L'Assemblée,

Décide que dorénavant, seuls le Secrétaire général et les Secrétaires généraux adjoints auront un cabinet, lequel ne pourra comporter plus de deux membres de section ;

Une partie de l'accord mentionné aux paragraphes précédents prévoyait que le droit devrait être reconnu à chaque Sous-Secrétaire général d'avoir, parmi les membres de la section qu'il dirige, un collaborateur, membre de section, de la même nationalité que lui.

IV. Traitements et frais de représentation du Secrétaire général, des Secrétaires généraux adjoints et des Sous-Secrétaires généraux.

L'Assemblée,

Décide que le barème des traitements et des frais de représentation des membres de la haute direction sera le suivant :

	Traitement	Frais de représentation
	Francs suisses	
Secrétaire général	90.000	50.000
Secrétaires généraux adjoints	60.000	25.000
Sous-Secrétaires généraux	60.000	10.000

Tous les contrats futurs devront être établis en francs suisses.

V. Traitement du Directeur et du Directeur adjoint du Bureau international du Travail.

L'Assemblée,

A. Considérant qu'il existe un rapport étroit entre les hauts fonctionnaires de la Société et qu'il est de son devoir d'examiner la question des traitements du Directeur et du Directeur adjoint de l'Organisation internationale du Travail,

Considérant d'autre part que, s'il appartient à l'Assemblée de trancher en dernier ressort toutes questions budgétaires, il convient de laisser au Conseil d'administration du Bureau international du Travail la possibilité de se prononcer sur la question,

Décide d'inscrire au budget de 1933 une somme globale de 105.000 francs correspondant tant au traitement qu'aux frais de représentation du Directeur du Bureau international du Travail pour ladite année.

B. Considérant que le Conseil d'administration du Bureau international du Travail n'a pas encore décidé si le poste vacant de Directeur adjoint sera maintenu ou supprimé,

Estime que, s'il est décidé de pourvoir ce poste, il y aurait lieu d'observer, comme auparavant, le principe selon lequel le Directeur adjoint du Bureau international du Travail devrait bénéficier de la même échelle de traitements que les Sous-Secrétaires généraux et de fixer le traitement du Directeur adjoint à 60.000 francs suisses et ses frais de représentation à 10.000 francs suisses ;

Et décide d'inscrire au budget une somme globale de 70.000 francs suisses.

VI. Traitements des directeurs.

L'Assemblée,

Décide que les traitements des directeurs actuels du Secrétariat ne seront pas modifiés ;
Que, toutefois, la réduction générale de 10 % qui doit s'appliquer pendant deux ans aux nouvelles nominations de fonctionnaires de la Société devra également s'appliquer aux directeurs nommés pendant la même période ;

Considérant, d'autre part, que, pour des raisons d'équité, cette règle ne doit pas affecter les fonctionnaires qui étaient déjà au service de la Société à la date du 15 septembre 1931,

Décide qu'elle ne s'appliquera pas aux directeurs actuellement en fonctions dont les contrats pourront être renouvelés au cours de cette période.

VII. *Frais de représentation : Fonds commun.*

A. L'Assemblée,

Considérant que le même principe de réduction qui s'applique aux frais de représentation alloués aux hauts fonctionnaires du Secrétariat devrait aussi s'appliquer au fonds commun,

Décide de ramener de 36.620 francs à 30.000 francs le chiffre inscrit au budget de 1933.

B. L'Assemblée,

Estime qu'une réduction similaire devrait être apportée au fonds communs des frais de représentation du Bureau international du Travail, et décide de ramener à 25.000 francs le chiffre de 30.000 francs inscrit au budget de 1933.

C. L'Assemblée,

Charge la Commission de contrôle de procéder à un nouvel examen des règles qui régissent la répartition des frais de représentation du fonds commun.

[*Résolutions adoptées le 17 octobre 1932 (matin).*]

3. CONTRIBUTIONS ARRIÉRÉES.

L'Assemblée,

Constata avec regret et inquiétude qu'un certain nombre d'Etats ne se sont pas acquittés de leurs obligations financières envers la Société des Nations ;

Adresse un appel à tous les Etats membres, afin qu'ils liquident sans retard leurs arriérés et qu'ils prouvent ainsi leur attachement aux idéals de la Société des Nations ;

Invite le Secrétaire général à poursuivre ses efforts en vue de recouvrer les arriérés, à faire rapport au Conseil sur les mesures qu'il aura prises avant la prochaine session ordinaire de l'Assemblée, et à communiquer à celle-ci les résultats de ses efforts ;

Décide, conformément à la résolution prise par l'Assemblée à sa douzième session, d'annuler le paiement de la moitié de la contribution du Nicaragua au budget de l'exercice 1933 et d'ajourner le paiement du solde.

[*Résolution adoptée le 17 octobre 1932 (matin).*]

VI. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION.

I. TRAFIC DE L'OPIUM ET AUTRES DROGUES NUISIBLES.

I. Considérant qu'à la Conférence tenue à Genève en mai, juin et juillet 1931, une convention a été conclue dont l'objet était de rendre effective, par voie d'accord international, la limitation de la fabrication des stupéfiants aux besoins légitimes du monde pour les usages médicaux et scientifiques, et de réglementer leur distribution ;

Que ladite Convention a été signée au nom de leurs gouvernements respectifs avant le 31 décembre 1931, par les plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, de quarante-deux des cinquante-quatre Etats représentés à ladite Conférence ;

Qu'il est prévu à l'article 30 de ladite Convention qu'elle entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu les ratifications ou les adhésions de vingt-cinq Membres de la Société des Nations ou Etats non membres, y compris quatre Etats parmi les suivants : Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, France, Japon, Pays-Bas, Suisse, Turquie ;

Qu'à ce jour, six Etats seulement, à savoir : les Etats-Unis d'Amérique, la Perse, le Pérou, le Portugal, le Soudan et la Suède, ont ratifié ladite Convention ou y ont adhéré ;

Et qu'aux termes de son Protocole de signature, il importe que ladite Convention soit ratifiée à la date du 13 juillet 1933 au plus tard,

L'Assemblée accueille favorablement les déclarations faites pendant la présente session, visant la ratification et prie instamment les pays qui n'ont pas signifié leurs intentions en ce qui concerne la ratification de faire de sérieux efforts pour être en mesure de ratifier ladite Convention ou d'y adhérer dans le plus bref délai possible, et en tout cas à la date du 13 avril 1933 au plus tard.

II. L'Assemblée adopte le rapport de la cinquième Commission (document A.64.1932.XI).

[Résolutions adoptées le 14 octobre 1932 (après-midi).]

2. TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS.

I. L'Assemblée,

Ayant pris connaissance avec un grand intérêt et une vive satisfaction de l'œuvre accomplie au cours de l'année écoulée par le Comité de la traite des femmes et des enfants ;

Estimant avec le Comité que la traite des femmes est toujours et en toute circonstance un acte profondément immoral et antisocial et que cette traite doit être punie même si les victimes sont majeures et consentantes,

Invite les gouvernements à apporter, aussitôt que possible, à leurs législations nationales, les modifications nécessaires à cet égard ;

Décide de chercher à obtenir une révision des Conventions internationales sur la traite des femmes et des enfants de 1910 et de 1921, en éliminant la limite d'âge prévue dans lesdites Conventions, et

Demande au Comité de la traite des femmes et des enfants d'étudier, avec le concours de son Sous-Comité juridique, les moyens par lesquels les Conventions susmentionnées pourront être révisées en ce qui concerne la limite d'âge, en même temps qu'on introduirait les amendements prévoyant des sanctions contre les souteneurs.

II. L'Assemblée ¹,

Constatant que, dans leurs rapports sur les travaux des sessions de 1932, les Comités de la traite des femmes et des enfants et de la protection de l'enfance insistent particulièrement sur la nécessité de donner une publicité étendue à leurs travaux :

1. Reconnaisant avec gratitude les efforts déployés par l'Union internationale des associations pour la Société des Nations en vue d'éduquer l'opinion publique de tous les pays par une propagande en faveur de la Société des Nations,

Invite l'Union internationale à rechercher et à utiliser, dans le plus bref délai possible, les moyens de donner une publicité plus étendue aux rapports de la Société des Nations concernant la traite des femmes et des enfants et la protection de l'enfance ;

2. Reconnaisant la grande valeur des services qui lui ont été rendus dans chacun des deux comités qui composent la Commission consultative pour la protection de l'enfance et de la jeunesse par les organisations internationales représentées en leur sein par des assesseurs,

Invite d'une manière pressante ces organisations privées à donner, par tous les moyens dont elles peuvent disposer ou qu'elles peuvent mettre en œuvre, plus de publicité aux travaux des deux comités auxquels elles collaborent avec tant de compétence et d'efficacité.

[Résolutions adoptées le 11 octobre 1932 (matin).]

3. PROTECTION DE L'ENFANCE ².

I. Profondément émue des souffrances qu'imposent à des millions d'enfants, dans tous les pays, la persistance et l'extension du chômage ;

Alarmée par l'évidence du préjudice physique et moral que subissent ces enfants, et qui rappelle les conditions désastreuses qui se sont manifestées dans plusieurs pays pendant les premières années d'après guerre ;

Frappée de la gravité des conséquences qui peuvent en résulter pour l'avenir de la race humaine ;

Pleinement consciente des obligations qu'implique la Déclaration de Genève, que la Société des Nations a approuvée dans sa cinquième Assemblée,

La treizième Assemblée invite, de la façon la plus pressante, tous les Etats membres de la Société des Nations à redoubler d'efforts, afin de venir en aide, tant par l'action des pouvoirs publics que par celle des œuvres privées, aux enfants particulièrement éprouvés par les conséquences de la crise économique.

II. L'Assemblée ratifie les conclusions du rapport de la cinquième Commission au sujet de la protection de l'enfance (document A.48.1932.IV).

[Résolutions adoptées le 11 octobre 1932 (matin).]

¹ Cette résolution figure également dans le rapport de la cinquième Commission sur la protection de l'enfance soumis à l'Assemblée.

² Voir aussi Résolution II ci-dessus.

4. QUESTIONS PÉNALES ET PÉNITENTIAIRES.

I. L'Assemblée appelle d'une manière toute spéciale l'attention des gouvernements sur la réponse (document A.P.4.1932) commune donnée par les sept organisations techniques consultées par la Société des Nations sur les questions de l'unification progressive du droit pénal, et de la coopération des Etats dans la prévention et la répression de la criminalité.

II. L'Assemblée adopte le rapport de la cinquième Commission (document A.58.1932.IV).

[Résolutions adoptées le 11 octobre 1932 (matin).]

VII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION.

I. ADMISSION DU ROYAUME D'IRAK DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

L'Assemblée décide d'admettre le Royaume d'Irak dans la Société des Nations.

[*Séance du 3 octobre 1932 (matin).*]

2. TRAVAUX DE LA COMMISSION D'ÉTUDE POUR L'UNION EUROPÉENNE.

L'Assemblée prend acte du rapport (document A.16.1932.VII) du Secrétaire général à l'Assemblée sur l'œuvre accomplie par la Commission d'étude pour l'Union européenne pendant l'année écoulée ;

Elle invite la Commission à poursuivre l'œuvre entreprise en conformité des principes posés dans la résolution du 17 septembre 1930 ;

Elle prie la Commission de présenter un rapport sur ses travaux ultérieurs à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée.

[*Résolution adoptée le 10 octobre 1932 (matin).*]

3. MANDATS.

L'Assemblée,

Ayant pris acte de l'œuvre accomplie par les Puissances mandataires, la Commission permanente des mandats et le Conseil en ce qui concerne l'exécution de l'article 22 du Pacte :

a) Renouvelle l'expression de confiance à leur égard, votée par les sessions précédentes de l'Assemblée, et rend à nouveau hommage aux résultats qu'ils ont pu obtenir, grâce à un esprit de coopération qu'il est essentiel de maintenir ;

b) Se félicite particulièrement des progrès réalisés sous le régime du mandat en Irak, grâce auxquels ce pays a pu acquérir sa pleine indépendance et être admis dans la Société des Nations ;

c) Estime qu'il est hautement souhaitable de ne pas renouveler à l'avenir, même à titre exceptionnel, la décision prise par la douzième session de l'Assemblée de réduire de deux à une les sessions annuelles ordinaires de la Commission permanente des mandats, attendu qu'il en découlerait un grave obstacle à l'accomplissement effectif et régulier des tâches importantes dévolues à la Société des Nations par l'article 22 du Pacte.

[*Résolution adoptée le 10 octobre 1932 (matin).*]

4. ESCLAVAGE.

L'Assemblée,

Prend acte du rapport (document A.34.1932.VI) du Comité d'experts en matière d'esclavage qui lui a été transmis par la résolution du Conseil du 23 septembre 1932 ;

Rend hommage au travail remarquable accompli par le Comité d'experts ;

Signale à l'attention des gouvernements des Membres de la Société et des Etats parties à la Convention de 1926 les avis et les suggestions contenus dans le rapport du Comité d'experts et souhaite que les organes de la Société soient maintenus au courant des mesures que les gouvernements continueront à prendre en vue de la suppression totale de la traite et de l'esclavage sous ses différentes formes ;

Décide qu'il sera constitué une Commission consultative d'experts, dont la composition la compétence et les attributions sont décrites dans l'annexe à la présente résolution ;

Prie le Secrétaire général d'inclure dans son projet de budget pour l'année 1934 le crédit nécessaire pour cette Commission ;

Et prie le Conseil de prendre d'ici là toutes mesures ne nécessitant pas de crédits et tendant à l'exécution des propositions faites.

Annexe.

A. La Commission est composée de sept membres choisis uniquement pour leurs connaissances particulières en matière d'esclavage, tout en étant chacun d'une nationalité différente. Ils sont nommés pour une durée indéterminée, le Conseil conservant la faculté de renouveler la composition de la Commission tous les six ans. Le rôle de la Commission, qui se réunit une fois tous les deux ans, s'il y a lieu, est strictement consultatif et sans pouvoir de contrôle ; sa tâche consiste à :

1^o Etudier et suivre la documentation fournie ou transmise par les gouvernements au Secrétariat ;

2^o Etudier, sur la base de ladite documentation et des connaissances particulières de ses membres, les faits et institutions visés à l'article premier de la Convention de 1926 sur l'esclavage et examiner le rôle social desdites institutions ;

3^o Etudier les moyens de supprimer graduellement ces institutions ou coutumes, ou de les faire évoluer de façon à les débarrasser de ce qu'elles peuvent avoir d'inadmissible ;

4^o Si un pays où l'esclavage subsiste demande l'assistance financière de la Société des Nations pour la solution de questions se rapportant à la suppression de l'esclavage, la Commission examinera, à la demande du Conseil, les buts pour lesquels cette assistance financière est demandée, le minimum nécessaire et les garanties offertes ;

5^o La Commission n'a pas à s'occuper des questions concernant l'article 5 de la Convention de 1926 sur l'esclavage.

Les travaux de la Commission revêtent le caractère confidentiel.

A l'issue de chaque session, la Commission transmettra au Conseil un rapport. Le pouvoir de décider de la publication de tout ou partie de ce rapport est réservé au Conseil.

La Commission élaborera son règlement intérieur destiné à préciser ses méthodes de travail ; ce règlement devra être soumis à l'approbation du Conseil.

Dans l'exécution de sa tâche, la Commission devra observer les règles suivantes :

1^o La consultation d'organisations ou de personnalités sur des faits concernant l'esclavage est exclue. Ces organisations ou personnalités doivent faire parvenir leurs plaintes ou observations par l'intermédiaire de leurs gouvernements respectifs ;

- 2° Si une communication concernant un pays est adressée à la Commission par le gouvernement d'un autre Etat, la Commission doit la transmettre, par l'intermédiaire du Conseil, au gouvernement du pays en question pour observations ;
- 3° La Commission n'est pas compétente pour entendre des dépositions.

Il est entendu qu'en souscrivant à la création de cette Commission, les gouvernements parties à la Convention sur l'esclavage de 1926 n'assument aucune obligation de nature à modifier les engagements découlant pour eux de cette Convention.

B. Le secrétariat de la Commission est assuré par le Secrétariat de la Société des Nations. Sa tâche consiste à :

- 1° Recevoir les documents adressés à la Société des Nations en vertu de l'article 7 de la Convention de l'esclavage et tous autres documents que les gouvernements voudront bien transmettre sur les sujets concernant l'esclavage ;
- 2° Recueillir pour l'usage des membres de la Commission les informations et études publiées relativement à l'esclavage ;
- 3° Classer méthodiquement tous les documents et informations.

[*Résolution adoptée le 12 octobre 1932 (après-midi).*]

5. PROTECTION DES MINORITÉS.

L'Assemblée prend acte du rapport de la sixième Commission (document A.60.1932.I).

[*Résolution adoptée le 11 octobre 1932 (matin).*]

6. TRAVAUX DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE.

Résolution générale.

L'Assemblée,

Ayant pris connaissance du rapport de la Commission internationale de coopération intellectuelle sur les travaux de sa quatorzième session (document A.11.1932.XII) et du rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de coopération intellectuelle (document A.19.1932.XII) ;

Prenant note du contenu des rapports présentés par le représentant de la France au Conseil, au cours de sa dernière session, tant sur l'activité de l'Organisation de coopération intellectuelle que sur ses méthodes de travail et son fonctionnement :

1. Constate avec satisfaction les résultats importants obtenus au cours du dernier exercice ;

Approuve dans son ensemble, le programme de travail de l'Organisation pour l'année 1932-33 ;

Enseignement.

2. Souligne l'intérêt que présente la formation de centres nationaux de documentation pédagogique et l'établissement entre ces organismes de relations directes, avec l'aide du centre international que constitue l'Institut de coopération intellectuelle, et espère le

développement des autres collaborations internationales en voie de réalisation, dans l'enseignement à ses divers degrés ;

Revision des manuels scolaires.

3. Apprécie le résultat des efforts poursuivis en vue d'établir une procédure propre à faciliter la revision des manuels scolaires et attache un très grand prix à la documentation recueillie à ce sujet par l'Institut ;

Sous réserve des précisions contenues dans le rapport de la Commission, approuve les applications plus étendues de la résolution Casares, telles qu'elles ont été recommandées par la Commission ;

Enseignement sur la Société des Nations.

4. Insiste sur l'importance qu'elle attache à toutes les questions qui se rapportent à l'enseignement à la jeunesse des buts de la Société des Nations, de même qu'au développement de l'esprit international ;

Se réjouit des initiatives prises dans ce domaine, tant par le Centre d'informations scolaires de Genève que par celui de Paris, et recommande particulièrement à l'attention des gouvernements l'enquête en cours concernant la préparation des maîtres dans les écoles normales à l'enseignement de la Société des Nations ;

Réorganisation de l'instruction publique en Chine.

5. Tient à mettre en évidence la valeur particulière du concours apporté par l'Organisation de coopération intellectuelle à l'étude des problèmes pédagogiques de la Chine et à l'œuvre de réorganisation que le Gouvernement chinois se propose d'entreprendre ;

Remercie les éminentes personnalités qui ont bien voulu prêter à cette occasion leur collaboration à l'œuvre si importante que leur dévouement a permis de réaliser ;

Exprime l'espoir que cette collaboration, si heureusement commencée, se développera encore dans le même esprit de compréhension et d'action pratique ;

Radiodiffusion.

6. Reconnaît que l'Organisation a donné suite aux vœux exprimés par l'Assemblée, au cours de sa dernière session, concernant les aspects internationaux de la radiodiffusion ;

Attache une importance particulière à la réunion d'experts chargés d'examiner les conditions auxquelles devraient répondre les ententes internationales relatives à la radiodiffusion ;

Désarmement moral.

7. Se félicite de l'utile collaboration que l'Organisation de coopération intellectuelle a été à même d'apporter à la Conférence pour la limitation et la réduction des armements, en vue de l'étude du problème du désarmement moral ;

Souhaite que la Conférence juge possible, au terme de ses travaux, de comprendre parmi les documents qui en marqueront les résultats, un acte dont la forme serait à déterminer et qui faciliterait les efforts tendant au rapprochement des peuples sur le plan intellectuel ;

Est persuadée que, dans ce domaine, l'Organisation de coopération intellectuelle peut mettre à la disposition des gouvernements des moyens d'exécution dont l'efficacité est éprouvée ;

Etude scientifique des relations internationales.

8. A propos de l'étude scientifique des relations internationales, l'Assemblée souhaite que l'Organisation de coopération intellectuelle étende encore son activité dans ce domaine et s'efforce de donner une large diffusion aux résultats de conférences comme celle de Milan ;

Rôle intellectuel de la presse.

9. L'Assemblée, considérant le rôle primordial de la presse dans l'éducation des peuples et l'aide puissante qu'on en peut escompter pour élever leur niveau intellectuel, Prie l'Organisation de coopération intellectuelle de rechercher les moyens les plus efficaces pour atteindre pleinement ce but ;

L'invite à étudier, en prenant l'avis des commissions nationales de coopération intellectuelle et de représentants du journalisme, les méthodes qui pourraient être appliquées pour que la presse développe entre les peuples une meilleure connaissance mutuelle par le perfectionnement de leur information. Les conclusions de cette étude seront soumises à la quatorzième Assemblée ;

Commissions nationales.

10. Reconnaît une fois de plus l'importance du rôle dévolu aux commissions nationales de coopération intellectuelle et la nécessité qu'il y a d'encourager celles qui existent et leur donner des moyens accrus pour accomplir les tâches toujours plus nombreuses et plus importantes qui leur incombent ;

Conservation des monuments historiques.

11. L'Assemblée,

Approuvant la résolution adoptée par la Commission internationale de coopération intellectuelle et accédant au désir qu'elle lui a exprimé d'adresser aux Etats membres de la Société des Nations des recommandations élaborées par la Conférence d'Athènes, concernant la conservation des monuments historiques et des œuvres d'art ;

Confie à l'Organisation de coopération intellectuelle le soin de transmettre, au nom de l'Assemblée, aux gouvernements, lesdites recommandations ;

Questions administratives.

12. Ayant pris note des résultats de la gestion de l'Institut de Coopération intellectuelle telle qu'elle apparaît dans le rapport du Conseil d'administration de cet Institut ;

Se félicite de l'excellence des méthodes qui ont permis de développer l'activité de cet organisme tout en consolidant sa situation financière ;

Institut international de Cinématographe éducatif.

13. Ayant pris connaissance du rapport du Conseil d'administration de l'Institut international du Cinématographe éducatif ;

Exprime la satisfaction que lui cause le développement méthodique de l'activité de cet Institut et, notamment, les résultats des nombreuses enquêtes déjà achevées ou actuellement en cours ;

Se plaît à reconnaître, une fois de plus, la valeur de la *Revue internationale* publiée par l'Institut et l'accueil favorable qu'elle trouve tant auprès des milieux d'éducateurs qu'auprès des techniciens du film ;

Souhaite que l'Institut, étendant son activité dans ceux des domaines qui préoccupent déjà, par ailleurs, la Société des Nations, puisse faciliter l'usage, pour l'œuvre de la Société, du puissant moyen de diffusion que représente le cinéma.

[*Résolutions adoptées le 10 octobre 1932 (matin).*]

7. RÉFUGIÉS RUSSES, ARMÉNIENS, ASSYRIENS, ASSYRO-CHALDÉENS ET TURCS.

L'Assemblée :

Prend acte avec satisfaction de l'intéressant rapport du Conseil d'administration de l'Office international Nansen pour les réfugiés (document A.24.1932) et de l'œuvre importante accomplie par l'Office, pendant l'année dernière, en faveur des réfugiés sans ressources, dans le monde entier, en dépit des difficultés créées par la crise économique, et

Exprime sa gratitude aux organes de l'Office et particulièrement à M. Max Huber, son président, pour leurs efforts dévoués qui ont si puissamment contribué à ces résultats ;

Espère qu'un arrangement satisfaisant ne tardera pas à intervenir entre le Conseil d'Administration et la Puissance mandataire pour l'assistance future aux réfugiés en Syrie ;

Invite l'Office à examiner la possibilité d'effectuer le transfert dans la République arménienne (Erivan) d'un nouveau contingent de 20.000 réfugiés arméniens se trouvant dans d'autres pays et pouvant exprimer le désir de s'établir dans l'Erivan ;

Rappelle les offres d'assistance financière et autre faites par divers gouvernements à l'occasion du plan d'établissement dans l'Erivan, entrepris par le D^r Nansen ;

Invite ces gouvernements à envisager la possibilité de mettre à la disposition de l'Office l'aide financière et autre promise antérieurement au D^r Nansen ;

Recommande aux comités nationaux nommés par les gouvernements, en vue de recueillir des fonds pour le plan d'établissement dans l'Erivan, de reprendre leurs efforts à cet effet et invite les gouvernements qui ne l'ont pas déjà fait, à nommer des comités de ce genre ;

Prie l'Office de s'efforcer d'améliorer la situation malheureuse des 20.000 réfugiés russes en Chine, plongés dans la détresse par les récentes inondations ;

Exprime l'espoir que les diverses organisations privées s'intéressant à l'œuvre en faveur des réfugiés consentiront à collaborer avec l'Office, dans la plus grande mesure possible, et invite l'Office à adresser prochainement au Conseil un rapport à ce sujet ;

Afin que l'Office puisse disposer de ressources plus larges,

Recommande vivement une fois de plus aux gouvernements d'appliquer intégralement le système du timbre Nansen et de créer, sur leurs territoires, des comités nationaux pour le Fonds commémoratif Nansen ;

Prie instamment les gouvernements de n'expulser aucun réfugié qui n'ait pas obtenu l'autorisation d'entrer dans un pays voisin ;

Invite le Conseil à donner à la présente résolution la suite nécessaire.

[*Résolution adoptée le 10 octobre 1932 (matin).*]

8. COLLABORATION DES FEMMES A L'ORGANISATION DE LA PAIX.

L'Assemblée,

Rend hommage à l'œuvre accomplie par les femmes en faveur de la Société des Nations (document A.10.1932) et approuve chaleureusement les efforts déployés pour intensifier leur collaboration ;

Constate que les organisations féminines consultées sont unanimes à déclarer que l'égalité entre hommes et femmes est une condition essentielle de la collaboration effective des femmes à l'activité de la Société des Nations et que la voie par laquelle cette collaboration peut s'exercer de la manière la plus effective est celle des organes officiels compétents de la Société des Nations et des gouvernements ;

Rappelle à tous les Etats membres de la Société l'article 7 du Pacte, qui envisage la possibilité :

a) Pour les gouvernements des Etats membres, de nommer des femmes compétentes dans leurs délégations à l'Assemblée, aux conférences et aux commissions gouvernementales de la Société des Nations ;

b) Pour le Conseil, de nommer des femmes compétentes dans les commissions techniques de la Société en qualité d'assesseurs et d'experts ;

c) Pour le Secrétaire général, de nommer des femmes compétentes aux postes élevés du Secrétariat.

[Résolution adoptée le 10 octobre 1932 (matin).]

9. COLLABORATION DE LA PRESSE A L'ORGANISATION DE LA PAIX.

La treizième Assemblée,

1. Exprime sa gratitude aux organisations internationales et nationales de presse pour les opinions qu'elles ont exprimées au sujet du problème qui consiste à prévenir la « diffusion de fausses nouvelles de nature à troubler le maintien de la paix et la bonne entente entre les peuples » ;

2. Exprime ses remerciements au Gouvernement danois, qui a convoqué à Copenhague, en janvier 1932, une Conférence de bureaux de presse gouvernementaux et de représentants de la presse, et prend acte avec un vif intérêt des résolutions adoptées par cette Conférence ;

3. Espère qu'au cours d'une nouvelle Conférence organisée dans le même esprit que la Conférence de Copenhague, il pourra être formulé des propositions concrètes pour donner effet à certaines des principales recommandations présentées en ce qui concerne, notamment, la nécessité d'une plus grande abondance de nouvelles exactes, d'une réelle liberté de la presse et d'une coopération entre les organisations de presse des divers pays.

4. Préconise la publicité la plus large possible pour les réunions de la Société des Nations ;

5. Recommande à l'attention bienveillante des présidents de toutes les commissions de la Société des Nations les propositions concernant la distribution plus prompte et plus complète des documents ;

6. Exprime le désir que le Secrétariat continue à s'efforcer de développer, par tous les moyens en son pouvoir, la rapide communication à la presse, des renseignements les plus complets possible sur l'activité de la Société des Nations ;

7. Invite le Conseil à examiner dans quelle mesure il serait possible d'offrir aux journalistes, à des tarifs réduits, les moyens de communiquer les nouvelles à leurs journaux par la station radiotélégraphique de la Société des Nations, en tenant dûment compte des intérêts en cause ;

8. Prie le Secrétaire général de communiquer aux organisations de presse consultées et à la Conférence du désarmement la présente résolution, ainsi que les procès-verbaux des séances de la sixième Commission, et de présenter à la prochaine Assemblée un rapport sur tous faits nouveaux qui auront pu se produire.

[Résolutions adoptées le 11 octobre 1932 (matin).]

VIII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA SUITE DES PROPOSITIONS DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

I. ORGANISATION DES SESSIONS DE L'ASSEMBLÉE.

L'Assemblée approuve le rapport (document A.63.1932), en date du 30 septembre 1932, présenté par le Comité des Cinq chargé d'examiner les arrangements relatifs aux sessions de l'Assemblée et remercie le Comité de la tâche qu'il a accomplie depuis sa création, en 1929.

[Résolution adoptée le 12 octobre 1932 (après-midi).]

2. DÉSIGNATION D'UN MEMBRE DU COMITÉ DES DIX-NEUF CONSTITUÉ PAR L'ASSEMBLÉE EN SESSION EXTRAORDINAIRE.

I.

L'Assemblée,

Vu la requête exprimée par le président du Comité des Dix-Neuf constitué par l'Assemblée en session extraordinaire, concernant la désignation d'un Membre dudit Comité,

Estime qu'il y a lieu de donner suite à cette demande, de façon à se conformer aux intentions de l'Assemblée, qui, par sa résolution du 11 mars 1932, a fixé le nombre des Membres que devait compter ce Comité,

Décide en conséquence et par application des articles 4, paragraphe 4, et 14, paragraphe 2, du Règlement intérieur de l'Assemblée de porter la question à l'ordre du jour de la treizième session ordinaire et de procéder sans autres formalité ou délai à l'élection d'un Membre du Comité.

[Résolution adoptée le 14 octobre 1932 (après-midi).]

II.

Conformément à la résolution ci-dessus, l'Assemblée, à sa onzième séance, a élu la Turquie Membre du Comité des Dix-Neuf.

[Séance du 14 octobre 1932 (après-midi).]

IX. DÉSIGNATION DE TROIS MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL.

L'Assemblée désigne les ETATS-UNIS DU MEXIQUE, la POLOGNE et la TCHÉCOSLOVAQUIE comme Membres non permanents du Conseil.

[*Séance du 3 octobre 1932 (après-midi).*]

LEAGUE OF NATIONS

RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS

adopted by the

ASSEMBLY

during its Thirteenth Ordinary Session

September 26th to October 17th, 1932.

TABLE OF CONTENTS.

Resolutions and Recommendations adopted by the Assembly during its Thirteenth Ordinary Session (September 26th to October 17th, 1932).

	Page
I. VERIFICATION OF CREDENTIALS AND APPOINTMENT OF OFFICERS :	
1. Verification of Credentials	5
2. Appointment of an Agenda Committee	5
3. Appointment of the General Committee	6
II. APPOINTMENT OF COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK	7
III. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIRST COMMITTEE :	
1. Proposal of the Norwegian Government for the Amendment of Rules 4 and 17 of the Rules of Procedure of the Assembly	9
2. Proposal of the General Committee for the Deletion of Rule 12 of the Rules of Procedure of the Assembly	9
3. Situation as regards the Entry into Force of the Protocol of September 14th, 1929, concerning the Revision of the Statute of the Permanent Court of International Justice	9
4. Nationality of Women	10
IV. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE :	
1. Work of the Health Organisation	12
2. Work of the Communications and Transit Organisation	12
3. Economic and Financial Questions: Monetary and Economic Conference	13
4. Draft Convention for Facilitating the International Circulation of Films of an Educational Character	14
V. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FOURTH COMMITTEE :	
1. Financial Questions	15
2. Question of the Principal Officers and Cognate Questions	17
3. Contributions in Arrears.	20

	Page
VI. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIFTH COMMITTEE :	
1. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs	21
2. Traffic in Women and Children	21
3. Child Welfare	22
4. Penal and Penitentiary Questions	23
VII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE :	
1. Admission of the Kingdom of Iraq to the League of Nations . .	24
2. Work of the Commission of Enquiry for European Union . . .	24
3. Mandates	24
4. Slavery	24
5. Protection of Minorities	26
6. Work of the International Organisation for Intellectual Co-operation	26
7. Russian, Armenian, Assyrian, Assyro-Chaldean and Turkish Refugees	29
8. Co-operation of Women in the Organisation of Peace	30
9. Co-operation of the Press in the Organisation of Peace	30
VIII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE PROPOSALS OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY :	
1. Organisation of the Sessions of the Assembly	32
2. Appointment of a Member of the Committee of Nineteen set up by the Assembly at its Special Session	32
IX. ELECTION OF THREE NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL . .	33

RESOLUTIONS AND RECOMMENDATIONS ADOPTED BY THE ASSEMBLY

During its Thirteenth Ordinary Session, September 26th to October 17th, 1932.

I. VERIFICATION OF CREDENTIALS AND APPOINTMENT OF OFFICERS.

I. VERIFICATION OF CREDENTIALS.

Upon reports submitted by the Committee on Credentials, appointed by the Assembly on September 26th, 1932, the credentials of the representatives of the Members of the League were found in good and proper form.

The Committee was constituted as follows :

M. Aristides de AGÜERO Y BETHANCOURT (Cuba), *Chairman* ;
M. Rudolf HOLSTI (Finland) ;
Count LAGARDE, Duke of ENTOTTO (Abyssinia) ;
Sir P. D. PATTANI (India) ;
M. RAPHAËL (Greece) ;
M. Emile REUTER (Luxemburg) ;
M. Eduardo SANTOS (Colombia) ;
Anouchirevan Khan SÉPAHBODI (Persia).

[*Meetings of September 26th and October 3rd, 1932 (morning).*]

2. APPOINTMENT OF AGENDA COMMITTEE.

The Assembly appointed an Agenda Committee, which was constituted as follows :

Dr. Tevfik RÜSTÜ Bey (Turkey), *Chairman* ;
Sir Donald CAMERON (Australia) ;
M. ANTONIADE (Roumania) ;
Sir W. MALKIN (United Kingdom) ;
M. MAYARD (Haiti) ;
M. PILOTTI (Italy) ;
M. WESTMAN (Sweden).

[*Meeting of September 26th, 1932 (morning).*]

3. APPOINTMENT OF THE GENERAL COMMITTEE.

The General Committee of the Thirteenth Ordinary Session of the Assembly was constituted as follows :

- (a) The President of the Assembly ;
- (b) The six Vice-Presidents elected by the Assembly ;
- (c) The Chairmen of the five Committees of the Assembly and *ex officio* Vice-Presidents of the Assembly ;
- (d) The Chairman of the Agenda Committee ;
- (e) Two Honorary Members.

(a) *President.*

His Excellency M. Nicolas POLITIS (Greece) was elected President of the Assembly for its Thirteenth Ordinary Session.

[*Meeting of September 26th, 1932 (morning).*]

(b) *Vice-Presidents elected by the Assembly.*

Baron ALOISI (Italy), Sir John SIMON* (United Kingdom), M. HERRIOT (France), Baron VON NEURATH (Germany), M. MEDINA (Nicaragua), M. NAGAOKA (Japan).

[*Meeting of September 26th, 1932 (afternoon).*]

(c) *Chairmen of the Committees and ex officio Vice-Presidents of the Assembly.*

M. BEELAERTS VAN BLOKLAND (Netherlands), Mr. TE WATER (Union of South Africa), M. DE VASCONCELLOS (Portugal), Count CARTON DE WIART (Belgium), M. LANGE (Norway).

[*Meeting of September 26th, 1932 (afternoon).*]

(d) *Chairman of the Agenda Committee.*

In accordance with the decision taken by the Assembly at its first meeting, Dr. Tevfik RÜSTÜ Bey (Turkey), Chairman of the Agenda Committee, was appointed a member of the General Committee of the Assembly.

[*Meeting of September 26th, 1932 (morning).*]

(e) *Two Honorary Members.*

In accordance with a decision taken by the Assembly at its second meeting, M. Paul HYMANS, Minister for Foreign Affairs of Belgium, and M. MOTTA, President of the Swiss Confederation, were appointed honorary members of the General Committee of the Thirteenth Ordinary Session of the Assembly.

[*Meeting of September 26th, 1932 (afternoon).*]

II. APPOINTMENT OF COMMITTEES AND DISTRIBUTION OF WORK.

The Assembly appointed five ¹ Committees, each delegation being entitled to appoint one representative on each Committee.

[*Meeting of September 26th, 1932 (morning).*]

The following questions were referred by the Assembly to the various Committees for consideration and report :

First Committee (Constitutional and Legal Questions).

1. Proposal of the Norwegian Government for the Amendment of Rules 4 and 17 of the Rules of Procedure of the Assembly.
2. Proposal of the General Committee for the Deletion of Rule 12 of the Rules of Procedure of the Assembly.
3. Situation as regards the Entry into Force of the Protocol of September 14th, 1929, concerning the Revision of the Statute of the Permanent Court of International Justice.
4. Nationality of Women.

Second Committee (Technical Organisations).

1. Work of the Health Organisation.
2. Work of the Communications and Transit Organisation.
3. Economic and Financial Questions : Monetary and Economic Conference.
4. Draft Convention for facilitating the International Circulation of Films of an Educational Character.

Fourth Committee (Administrative and Financial Questions).

1. Financial Questions.
2. Question of the Principal Officers and Cognate Questions.
3. Contributions in Arrears.

Fifth Committee (Social and General Questions).

1. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.
2. Traffic in Women and Children.
3. Child Welfare.
4. Penal and Penitentiary Questions.

¹ The Assembly decided this year not to appoint a Third Committee, since all questions relating to the reduction of armaments, which at previous sessions had been discussed by that Committee, are at present being examined and negotiated by the various organs set up by the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments.

Sixth Committee (Political Questions, Mandates, Slavery, etc.).

1. Admission of the Kingdom of Iraq to the League of Nations.
 2. Work of the Commission of Enquiry for European Union.
 3. Mandates.
 4. Slavery.
 5. Protection of Minorities.
 6. Work of the International Organisation for Intellectual Co-operation.
 7. Russian, Armenian, Assyrian, Assyro-Chaldean and Turkish Refugees.
 8. Co-operation of Women in the Organisation of Peace.
 9. Co-operation of the Press in the Organisation of Peace.
-

III. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIRST COMMITTEE.

I. PROPOSAL OF THE NORWEGIAN GOVERNMENT FOR THE AMENDMENT OF RULES 4 AND 17 OF THE RULES OF PROCEDURE OF THE ASSEMBLY.

The Assembly decides to amend its Rules of Procedure by inserting the following provisions :

Rule 4, New Paragraph 4 bis.

No proposal for the placing of a new question on the agenda of the Assembly may be signed by more than fifteen Members of the League.

Rule 17, New Paragraph 1 bis.

No resolution, amendment or motion may be signed by more than fifteen Members of the League.

[Resolution adopted on October 11th, 1932 (morning).]

2. PROPOSAL OF THE GENERAL COMMITTEE FOR THE DELETION OF RULE 12 OF THE RULES OF PROCEDURE OF THE ASSEMBLY.

The Assembly decides that Rule 12 of its Rules of Procedure shall be deleted.

[Resolution adopted on October 11th, 1932 (morning).]

3. SITUATION AS REGARDS THE ENTRY INTO FORCE OF THE PROTOCOL OF SEPTEMBER 14TH, 1929, CONCERNING THE REVISION OF THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

The Assembly,

Having noted the report of the Secretary-General (document A.27.1932.V) on the situation as regards ratification of the Protocol of September 14th, 1929, concerning the revision of the Statute of the Permanent Court of International Justice ;

Observes with satisfaction that the Government of Cuba having felt able to withdraw the reservations to which its ratification of the Protocol was subject, the obstacle which last year appeared to lie in the way of the entry into force of the Protocol has been removed ;

Addresses an urgent appeal to the States which, having ratified the Protocol of December 16th, 1920, and signed the Protocol of September 14th, 1929, have not yet ratified the latter, that such ratification be effected as soon as possible ; and, if they should consider that peremptory reasons prevent them from ratifying the Protocol, requests them to inform the Secretary-General without delay of the nature of those reasons ;

Instructs the Secretary-General to inform the Members of the League immediately of the deposit of each new ratification and of any communication as to the causes which prevent a State from ratifying the Protocol ;

Instructs the Secretary-General, on the receipt of the last ratification which is necessary for the entry into force of the Protocol, to notify its entry into force to the Governments of the States concerned and to the Registrar of the Permanent Court of International Justice ;

Instructs the Secretary-General to send to the States mentioned in paragraph 3 copies of the present resolution and of the statements made by the Rapporteur, M. Massimo Pilotti, and by the former President of the Permanent Court of International Justice, M. Max Häber, of the reasons for desiring an early entry into force of the Protocol of 1929.

[Resolution adopted on October 14th, 1932 (afternoon).]

4. NATIONALITY OF WOMEN.

The Assembly,

Having considered with the greatest interest the report of the Secretary-General containing the observations submitted by Governments on the subject of the nationality of women in accordance with the resolution of the twelfth Assembly (documents A.15, A.15(a), A.15(b).1932.V and A.I./12.1932), together with the observations of the Committee of Representatives of Women's International Organisations (documents A.23.1932.V and A.I./5.1932) and the petitions of the " Catholic Women and Catholic Men " (document A.33.1932.V) ;

Considering that the Hague Codification Conference did not intend to embody in the provisions of the " Convention on certain questions relating to the conflict of nationality laws " any principle in contradiction with the independence of the nationality of married women, but rather to put an end to certain difficulties which arise from existing divergencies between the law governing the matter in different countries (Articles 8, 9 and 11) ; that Article 10 even contains a formal application of the principle of independence ; and that the Hague Codification Conference, by its recommendation No. VI, requested States " to examine whether it would not be possible :

" (1) To introduce into their law the principle of the equality of the sexes in matters of nationality, taking particularly into consideration the interests of the children ;

" (2) And especially to decide that, in principle, the nationality of the wife shall henceforth not be affected without her consent either by the mere fact of marriage or by any change in the nationality of her husband " ;

Noting that, in their observations, a large number of Governments express the opinion that Articles 8 to 11 of the Hague Convention represent the degree of progress which can at present be obtained by way of general international agreement in regard to the question of the nationality of women ;

Considering that any amendment outside the normal procedure for revision would prove impracticable and, therefore, that it is not possible even to eliminate from the text the words that seem to have created a misconception as to a discrimination of sexes in regard to nationality ;

Being satisfied, therefore, that the coming into force of Articles 8 to 11 would in no way prejudice further concerted international action, when such action becomes practicable ;

Recognising that their coming into force would not, in the meantime, place any restriction upon the freedom of action of any State that may desire to give further effect in its nationality laws to the principle of the equality of the sexes ;

Considering, finally, the question of the nationality of women to be in process of evolution and connected with the change of women's position in social, economic and political life ;

Expresses the hope that the States which have already signed the Hague Nationality Convention will introduce such legislation as may be necessary to give effect thereto, and will deposit their ratifications at an early date ;

Draws the attention of the States that have not yet passed the necessary legislative measures to give effect to the Convention to the possibility of enacting their internal legislative measures in a form more appropriate to meet the wishes of the women's organisations ;

Instructs the Secretary-General from time to time to ask the Governments to give him information as to the effect which they have found it possible to give to Recommendation No. VI of the Codification Conference ;

Requests the Council, on the basis of the information so obtained, to follow the development of public opinion on this important question, in order to determine when such development has reached a point at which further concerted international action would be justified.

[Resolution adopted on October 12th, 1932 (afternoon).]

IV. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SECOND COMMITTEE.

I. WORK OF THE HEALTH ORGANISATION.

The Assembly,

Notes with pleasure that a number of Governments have responded to the appeal made last year on behalf of the flood victims in China, and thanks these Governments for their generous action, which constitutes a tangible proof of their spirit of international solidarity ;

Is gratified that Governments and their health administrations are increasingly contributing to, and having recourse to, the experience of the Health Organisation in relation to those questions of hygiene in regard to which the international co-operation provided by that Organisation is essential to progress, and values particularly the machinery which permits such Governments to obtain consultative opinions and the technical collaboration of that Organisation ;

Considers that the Health Organisation, by means of its expert enquiries, its service of epidemiological intelligence, including that of the Eastern Bureau, and by the missions undertaken under its authority, fulfils the requirements of Article 23 of the Covenant, by virtue of which the League of Nations will endeavour to take international measures to prevent and combat disease ;

Takes note of the report (document A.28.1932.III) which has been submitted to it on the work of the Health Organisation, and approves the work carried out by that Organisation since the last session of the Assembly.

[Resolution adopted on October 10th, 1932 (morning).]

2. WORK OF THE COMMUNICATIONS AND TRANSIT ORGANISATION.

The Assembly,

Having considered the work accomplished by the Communications and Transit Organisation between the twelfth and thirteenth ordinary sessions of the Assembly ;
Greatly appreciates the results obtained in the Organisation's various spheres of activity ;

Expresses, in particular, its satisfaction with the conclusions reached by the Fourth General Conference on Communications and Transit, and trusts that those conclusions will lead to good results ;

Attaches special importance to the work accomplished by the Committee of Enquiry on Questions relating to Public Works and National Technical Equipment ;

Notes with satisfaction the close collaboration that has been established between the Organisation and the Chinese National Government, and expresses its conviction that this collaboration will be wholly successful.

[Resolution adopted on October 10th, 1932 (morning).]

3. ECONOMIC AND FINANCIAL QUESTIONS : MONETARY AND ECONOMIC CONFERENCE.

The Assembly,

1. Approves the report submitted to it by the Second Committee (document A.56.1932.II) ;

2. Asserts its conviction that the grave problems of the hour raised by the crisis can only find a solution in the effective and immediate co-operation of all countries, both in the sphere of trade and in that of finance ;

Considers that the most urgent task of the coming Monetary and Economic Conference must be to seek all practical means of eliminating as speedily as possible the impediments of every kind that are paralysing international trade, and to facilitate the adjustments necessary for monetary stability and the restoration of credit ;

Urgently and solemnly appeals to all the Governments that will be represented at the Conference to make every contribution in their power to the solution of the present difficulties, and to enlighten public opinion as to the necessity of making the concessions indispensable to an international economic understanding, that being the sole means of restoring a normal situation ;

Calls the attention of the Monetary and Economic Conference and of those who are responsible for the preparation of that Conference to the resolution passed on April 30th, 1932, by the International Labour Conference and transmitted by the Council to the Assembly, and to the results of the Stresa Conference ;

3. Thanks the Financial Committee for the great labour it has devoted to the difficult and arduous task that has fallen to it during the past year ;

Notes with satisfaction that the Gold Delegation of the Financial Committee has completed its work and published its final report, to which it desires again to draw the attention of all authorities responsible for monetary policy ;

4. Calls the attention of the Governments of all countries to the new procedure established by the Council with a view to the *amicable settlement of disputes of an economic nature between States*, to which it will be permissible for them to have recourse as from January 1st next ;

5. (a) Being informed that the three draft *veterinary Conventions* prepared by the Economic Committee are regarded by many Governments as suitable to serve as a basis of discussion at an international diplomatic Conference, expresses the desire that this diplomatic Conference may be convened during 1933 ;

(b) Being informed that the Economic Committee is actively conducting enquiries into the veterinary problems raised by the trade in live cattle and meat, hopes that the States concerned will be kept informed of the progress of this work, the ultimate aim of which is the preparation of one or more conventions relating to the import of live cattle and meat ;

6. Expresses the hope that the countries on which the entry into force of the *three Conventions concerning bills of exchange and promissory notes* depends will make a point of contributing, by their speedy adhesion, to the progressive unification of this important section of private international law ;

7. Expresses the wish that the Economic Organisation of the League of Nations should continue to follow closely and support the work of the International Committee on Inter-co-operative Relations, and that it should endeavour, in collaboration with the

International Labour Office, to find the best means of making available to those concerned the information collected for this Committee concerning the progress of co-operation in the different countries.

8. Notes with satisfaction the resolution adopted by the Council of the League of Nations to submit the question of *large-scale public works* to the Preparatory Commission of the coming Monetary and Economic Conference.

[Resolutions adopted on October 12th, 1932 (afternoon).]

4. DRAFT CONVENTION FOR FACILITATING THE INTERNATIONAL CIRCULATION OF FILMS OF AN EDUCATIONAL CHARACTER.

The Assembly,

Notes with satisfaction the result of the work accomplished by the Sub-Committee¹ which it had appointed to examine the draft Convention for facilitating the international circulation of films of an educational character ;

Is of opinion that the changes proposed by the Sub-Committee are calculated to facilitate the accession of several of the States to this Convention, which, in its broad outline, has received the approval of numerous delegations, but considers that these changes call for a fresh examination on the part of the Governments concerned ;

And, having regard to the importance that attaches to a speedy settlement of the question, requests the Council to convene a meeting of Government delegates at whatever time it considers most suitable, but if possible at the time of the forthcoming special session of the Assembly, provided always that all the Governments have been able to examine the new draft Convention. At this meeting, the delegates, being in possession of full powers, would be called upon to decide whether the proposed Convention, with or without amendment, is to be opened for signature by all Members of the League and by all non-member States. In the meantime, the Governments concerned might send their observations to the Secretary-General.

[Resolution adopted on October 12th, 1932 (afternoon).]

¹ This Sub-Committee was appointed in virtue of a decision of the Second Committee and consisted of three members appointed by that Committee and three members appointed at its request by the First Committee.

V. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FOURTH COMMITTEE.

I. FINANCIAL QUESTIONS.

I. *General Questions.*

1. The Assembly, in virtue of Article 38 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations, finally passes the audited accounts of the League of Nations for the thirteenth financial period, ending on December 31st, 1931.

2. The Assembly,

In virtue of Article 17 of the Regulations for the Financial Administration of the League of Nations :

Passes for the financial period 1933 the budget of the League of Nations to the total sum of 33,429,132 gold francs ;

And decides that the aforesaid budget shall be published in the *Official Journal*.

3. The Assembly, in conformity with the recommendation of the Committee on the Allocation of Expenses, fixes at ten the number of units assigned to Turkey in 1933, and at three that assigned to Iraq, in the scale for the allocation of the League's expenditure.

4. The Assembly adopts the conclusions of the various reports of the Supervisory Commission, submitted for its consideration, except in regard to the question referred to in Chapter V of the present report (document A.69(1).1932.X).

5. The Assembly appoints to the Supervisory Commission for the period ending on December 31st, 1935 : as regular member, His Excellency M. C. PARRA-PÉREZ ; and as substitute members, M. G. DE OTTLIK and His Excellency M. Jean DE MODZELEWSKI.

6. The Assembly adopts the present report of the Fourth Committee (document A.69(1).1932.X).

II. *Rationalisation and Concentration of the Services of the Secretariat and of the International Labour Office.*

The Assembly, on the basis, among others, of the proposals submitted to it by the Supervisory Commission, requests the latter to proceed to a detailed study of the possibilities of effecting economies in the expenditure of the League of Nations by means of a technical concentration of its activities and by any other means of reorganisation and rationalisation in the services of the Secretariat and of the International Labour Office, on condition, however, that these measures should in no way hamper the essential functions of the League.

The Assembly requests the Governing Body of the International Labour Office, which has already undertaken studies and adopted measures in this direction, to lend its assistance with a view to this study as regards the International Labour Office and its co-operation with the Secretariat.

For the purposes of this examination, the Supervisory Commission may enlist the assistance of special experts.

The Supervisory Commission is requested to submit to the next ordinary session of the Assembly a report on the results of this examination.

It is understood that posts which, as a result of this examination, may be regarded as superfluous may be abolished by the Secretary-General even before the said session.

Nevertheless, in the case of larger readjustments, the Secretary-General should first submit the question to the Council for approval.

The Assembly requests the Secretary-General to examine, in each case in which an existing contract comes to an end or a post becomes vacant for any other reason, whether it is possible to postpone the appointment of new officials in order to permit of a detailed examination of the necessity to the League's activities of the duties in question.

III. *Reduction of Salaries as regards Future Contracts.*¹

The Assembly decides that, for a period of two years from October 15th, 1932 :

(1) All future contracts, whether contracts for the retention of the services of officials of the Secretariat, the International Labour Office or the Registry of the Permanent Court of International Justice whose appointments expire or contracts with new officials, shall be made on the basis of a 10 per cent reduction of the existing salary scales of the categories of officials in question (such reduction applying also to the increments) and shall provide that the Assembly shall be entitled unilaterally to change the salaries fixed thereby ;

(2) Members of the staff of these organisations, on promotion to a higher grade, shall be placed upon rates or scales of salary lower by 10 per cent than those now payable to the grades in question, except that the initial salary payable after such promotion shall not be less than the salary received prior to promotion.

(3) It is understood that the above provisions will apply neither to temporary staff engaged on short-term contracts and serving on rates of pay already reduced, nor to officials who receive a salary equal to, or less than, 6,500 francs per annum.

IV. *Staff Pensions Fund.*

The Assembly,

Takes note of the report of the Administrative Board of the Staff Pensions Fund for the year 1932 (document A.14.1932) ;

Sanctions the admission, in accordance with the recommendation of the Board, of eight officials of the Secretariat whose applications for membership were received after December 31st, 1931 ;

Adopts the report on the valuation of the Fund as submitted by the Fund's consulting actuary (document A.8.1932) ;

And decides :

That the assets of the Provident Fund shall be transferred to the Pensions Fund subject to leaving with the Provident Fund a sum in cash equal to the balances of the accounts of its members and an appropriate share of the Death and Invalidity Fund ;

¹ It was understood that, for reasons of equity, the 10 per cent reduction referred to above would not apply, except in the case of promotions, to officials who entered the service of the League before September 15th, 1931.

That any shortage due to the depreciation of the assets taken over from the Provident Fund shall be amortised, if necessary, after the period of thirty years fixed by Article 7 (b) of the Regulations.

That the contribution of the League to the Pensions Fund for 1933 shall be 9 per cent of the pensionable emoluments of the members of the Fund ;

That its contribution in respect of arrears due for service prior to January 1st, 1931, shall be at the same rate of contribution as was fixed for 1931 ;

That no credit shall be inserted in the budget for 1933 to supplement the contributions paid by officials of branch offices in depreciated currencies ;

And that the League's contribution to the amortisation, in accordance with Article 7 (b) of the Regulations, of the deficit in the Pensions Fund due to the application of the Regulations to officials already in the service on January 1st, 1931, shall be 400,000 Swiss francs for 1933.

[Resolutions adopted on October 17th, 1932 (morning).]

2. QUESTION OF THE PRINCIPAL OFFICERS AND COGNATE QUESTIONS.

I. Declaration of Loyalty.

The Assembly :

Decides that the Secretary-General and all officials of the rank of Director or above shall in future make the following declaration before the Council in public session :

“ I solemnly undertake to exercise in all loyalty, discretion and conscience the functions that have been entrusted to me as [Secretary-General] of the League of Nations, to discharge my functions and to regulate my conduct with the interests of the League alone in view and not to seek or receive instructions from any Government or other authority external,

“ For the Secretary-General : to the League of Nations.

“ For the Other Officials : to the Secretariat of the League of Nations.”

That officials of Division I below the rank of Director shall make and sign a similar declaration before the Committee on Appointments, and officials of Divisions II and III before the Sub-Committee on Appointments ;

That the above shall not, however, apply to officials engaged for a temporary period of less than one year.

It requests the Governing Body of the International Labour Office to lay down that the Director, Deputy Director and Chiefs of Division of the International Labour Office shall, at a public meeting, make a similar declaration before it and that for officials of lower rank the procedure laid down for the Secretariat shall *mutatis mutandis* apply to the International Labour Office.

II. Principal Officers.

1. The Assembly,

Once more affirms the principle that the holders of the highest posts of the Secretariat up to that of Secretary-General should, like all the officials of the League of Nations,

be chosen for their abilities, their personal qualifications and the contribution they can make to the performance of the tasks of the League of Nations.

To facilitate the application of this principle and in order to give the Members which are not permanently represented on the Council a larger share in the responsibilities devolving on the principal officers of the Secretariat, it decides that there shall be two posts of Deputy Secretary-General. This would make it possible to assign one of these posts to a national of a Member not permanently represented on the Council, in the event of the Secretary-General having been chosen from among the nationals of Members permanently represented on the Council.

In view of the principle of universality of the League of Nations, it would be advisable, when the posts of principal officers in the Secretariat are being filled, to take also into account the chief geographic divisions, in conformity with the principles adopted for the composition of other leading bodies of the League of Nations.

2. (a) There shall be three Under-Secretaries-General.

(b) It is undesirable that the title of Legal Adviser be altered, in view of the non-political character of the post. The rank of the Legal Adviser shall, however, be the same as that of an Under-Secretary-General, and he shall be included in the category of the highest officials of the Secretariat.

3. The decision obtained on clause 1 was greatly facilitated by agreement that the offices of the Secretary-General and the Deputy Secretaries-General should not include more than one Member of Section who is a national of the same Member of the League as the holders of these posts.

4. The Secretary-General shall be appointed for ten, the Deputy Secretaries-General for eight and the Under-Secretaries-General for seven years. The appointment of the Secretary-General may be renewed for three years, those of the Deputy Secretaries-General for five years and those of the Under-Secretaries-General for a further single period of seven years.

5. A further point of agreement was that, in order to give effect to the previous wishes of the Assembly that a more equitable distribution of nationalities be effected, not more than two nationals of any one Member of the League should be included among the high officials of the Secretariat (Secretary-General, Deputy Secretaries-General, Legal Adviser and Under-Secretaries-General, and Directors), and that the principle should be carried into effect at the earliest possible moment, existing contracts remaining unaffected.

III. *Private Secretariats of the Secretary-General, the Deputy Secretaries-General and the Under-Secretaries-General.*

The Assembly,

Decides that only the Secretary-General and the Deputy Secretaries-General shall henceforth have a private secretariat, which shall not include more than two Members of Section.

Part of the agreement referred to in the preceding paragraphs was that the Under-Secretaries-General should each be entitled to have among the members of the Section which they direct one collaborator of their own nationality ranking as Member of Section.

IV. *Salaries and Entertainment Allowances of the Secretary-General, the Deputy Secretaries-General and the Under-Secretaries-General.*

The Assembly,

Decides that the scale of salaries and of entertainment allowances of the principal officers shall be as follows :

	Salaries	Entertainment allowance
	Swiss francs	
Secretary-General	90,000	50,000
Deputy Secretaries-General	60,000	25,000
Under-Secretaries-General	60,000	10,000

All future contracts shall be drawn up in Swiss francs.

V. *Salaries of the Director and Deputy Director of the International Labour Office.*

A. Whereas there is a close relation between the high officials of the League and it is the Assembly's duty to review the salaries of the Director and Deputy Director of the International Labour Organisation ;

Whereas, on the other hand, while the Assembly is finally competent to settle all budgetary questions, the Governing Body of the International Labour Office should be given the possibility of pronouncing upon the question,

The Assembly,

Decides to enter in the 1933 Budget a lump sum of 105,000 francs, to cover both the salary and the entertainment allowance for the Director of the International Labour Office.

B. Whereas the Governing Body of the International Labour Office has not yet taken a decision as to whether the vacant post of Deputy Director is to be maintained or abolished,

The Assembly,

Is of opinion that, should it be decided to fill the post, the principle should prevail, as before, that the Deputy Director of the International Labour Office should be on the same scale of salary as applies to the Under-Secretaries-General and that the Deputy Director's salary should be 60,000 Swiss francs, and his entertainment allowance 10,000 Swiss francs ;

And decides to enter in the Budget a lump sum of 70,000 Swiss francs.

VI. *Directors' Salaries.*

The Assembly,

Decides that the salaries of the present Directors of the Secretariat shall not be modified ;

That, nevertheless, the general 10 per cent cut which is to be applied during a period of two years to new appointments of League officials shall apply also to Directors appointed during the same period ;

Whereas, moreover, for reasons of equity, the rule should not affect officials who were already in the service of the League on September 15th, 1931,

Decides that it will not apply to Directors at present in the service whose contracts may be renewed during that period.

VII. *General Entertainment Fund.*

A. Whereas the principle of a reduction which applies to the entertainment allowances of the Principal Officers of the Secretariat, should also apply to the general entertainment fund,

The Assembly,

Decides to reduce the figure included in the 1933 Budget for the purpose from 36,620 to 30,000 francs.

B. The Assembly,

Considers that a similar reduction should be made in the general entertainment fund of the International Labour Office and decides that the figure of 30,000 francs included in the 1933 Budget for the purpose should be reduced to 25,000 francs.

C. The Assembly,

Requests the Supervisory Commission to re-examine the rules governing the apportionment of the general entertainment funds.

[Resolutions adopted on October 17th, 1932 (morning).]

3. CONTRIBUTIONS IN ARREARS.

The Assembly,

Notes with regret and grave concern that a number of States have not fulfilled their financial obligations towards the League of Nations ;

Appeals to all Member States to liquidate their arrears without delay and to demonstrate thereby their attachment to the ideals of the League of Nations ;

Requests the Secretary-General to continue his efforts for the recovery of arrears, to report to the Council on the action taken by him before the next ordinary session of the Assembly and to communicate the results to the latter ;

Decides, in pursuance of the resolution taken by the Assembly at its twelfth session, to exempt Nicaragua from the payment of half of its contribution to the budget for the financial year 1933 and to defer the payment of the balance.

[Resolution adopted on October 17th, 1932 (morning).]

VI. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE FIFTH COMMITTEE.

I. TRAFFIC IN OPIUM AND OTHER DANGEROUS DRUGS.

I. Whereas, at the Conference held at Geneva in May, June and July 1931, a Convention was concluded by which it was sought to render effective, by international agreement, the limitation of the manufacture of narcotic drugs to the world's legitimate requirements for medical and scientific purposes, and the regulation of their distribution ;

Whereas the said Convention was signed in the names of their respective Governments, before December 31st, 1931, by plenipotentiaries duly authorised to that effect by forty-two of the fifty-four States represented at the said Conference ;

Whereas it is provided by Article 30 of the said Convention that it shall come into force ninety days after the Secretary-General of the League of Nations has received the ratifications or accessions of twenty-five Members of the League of Nations or non-member States, including four of the following : France, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Germany, Japan, Netherlands, Switzerland, Turkey and the United States of America ;

Whereas, to this date, no more than six States — namely, United States of America, Persia, Peru, Portugal, Sudan and Sweden — have ratified or acceded to the said Convention ;

Whereas, by the terms of its Protocol of Signature, it is expedient that the said Convention shall be ratified on or before July 13th, 1933 :

The Assembly welcomes the statements made during the present session regarding ratification, and specially requests those countries which have not signified their intentions in regard to ratification to make earnest efforts to complete their respective ratifications of the Convention, or accessions thereto, with the least possible delay, and in any event not later than April 13th, 1933.

II. The Assembly adopts the report of the Fifth Committee (document A.64.1932.XI).

[Resolutions adopted on October 14th, 1932 (afternoon).]

2. TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN.

I. The Assembly,

Having taken note with great interest and satisfaction of the work carried on during the past year by the Traffic in Women and Children Committee ;

Sharing the Committee's opinion that the traffic in women is always and in all circumstances a profoundly immoral and anti-social act and that this traffic should be punished even if the victims are over age and consent ;

Requests the Governments to introduce as soon as possible the necessary modifications on this subject in their national legislations ;

Decides to seek a revision of the International Conventions on the Traffic in Women and Children of 1910 and 1921 by abolishing the age-limit contained in the said Conventions ; and

Asks the Traffic in Women and Children Committee to study, with the advice of its Legal Sub-Committee, the means by which the above-mentioned Conventions may be revised with regard to the age-limit simultaneously with the amendments proposed for the punishment of *souteneurs*.

II. The Assembly, ¹

Noting that the reports of the 1932 sessions of the Traffic in Women and Children Committee and the Child Welfare Committee lay special stress on the need of increased publicity for their work ;

(1) Recognising gratefully the efforts of the International Federation of League of Nations Societies to educate public opinion in all countries in support of the League of Nations :

Requests it especially to consider, and to apply, as urgently as possible, methods of giving wider publicity to the reports of the League of Nations on the subject of the traffic in women and children and of child welfare ;

(2) Recognising the great value of the services which have been rendered in each of the two Committees which compose the Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People by international organisations represented on them by assessors :

Urgently appeals to those private organisations to give, by all the means in their power or which they are able to put into action, more publicity to the work of the two Committees in which they collaborate with so much competence and efficiency.

[Resolutions adopted on October 11th, 1932 (morning).]

3. CHILD WELFARE. ²

I. Profoundly moved by the sufferings imposed on millions of children in all countries as a result of persistent and widespread unemployment ;

Alarmed by the physical and moral harm done to the children, which recalls the disastrous conditions prevailing in several countries during the first years after the war ;

Struck by the gravity of the consequences which may result from the point of view of the future of the human race ;

Fully conscious of the obligations arising out of the Geneva Declaration approved by the League at its fifth Assembly :

The thirteenth Assembly strongly urges all States Members of the League to redouble their efforts to assist, both through their public authorities and through private associations, those children who are suffering most from the effects of the economic crisis.

II. The Assembly ratifies the conclusions of the report of the Fifth Committee in regard to child welfare (document A.48.1932.IV).

[Resolutions adopted on October 11th, 1932 (morning).]

¹ This resolution was included also in the report of the Fifth Committee on child welfare submitted to the Assembly for adoption.

² See also Resolution II above.

4. PENAL AND PENITENTIARY QUESTIONS.

I. The Assembly calls the very special attention of the Governments to the joint reply (document A.P.4.1932) made by the seven technical organisations consulted by the League of Nations on the questions of the progressive unification of penal law and the co-operation of States in the prevention and punishment of crime.

II. The Assembly adopts the report of the Fifth Committee (document A.58.1932.IV).

[Resolutions adopted on October 11th, 1932 (morning).]

VII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE REPORTS OF THE SIXTH COMMITTEE.

I. ADMISSION OF THE KINGDOM OF IRAQ TO THE LEAGUE OF NATIONS.

The Assembly decided to admit the Kingdom of Iraq to the League of Nations.

[*Meeting of October 3rd, 1932 (morning).*]

2. WORK OF THE COMMISSION OF ENQUIRY FOR EUROPEAN UNION.

The Assembly takes note of the report (document A.16.1932.VII) of the Secretary-General to the Assembly on the work done by the Commission of Enquiry for European Union during the past year ;

It requests the Commission to pursue the work undertaken in conformity with the principles laid down in the resolution of September 17th, 1930 ;

It requests the Commission to submit a report on its further work to the next ordinary session of the Assembly.

[*Resolution adopted on October 10th, 1932 (morning).*]

3. MANDATES.

The Assembly,

Having taken note of the work accomplished by the mandatory Powers, the Permanent Mandates Commission and the Council in regard to the execution of Article 22 of the Covenant :

(a) Renews the expression of confidence in them voted by the past sessions of the Assembly, and again expresses its appreciation of the results they have achieved through a spirit of co-operation which it is essential to maintain ;

(b) Expresses its particular gratification at the progress made under the mandate system in Iraq, thanks to which that country has been able to gain complete independence and admission to the League ;

(c) Considers it highly desirable that the decision reached by the Assembly at its twelfth session to reduce the annual ordinary sessions of the Permanent Mandates Commission from two to one should not in future be renewed, even as an exceptional measure, inasmuch as it would have the result of seriously hampering the effective and regular performance of the important duties entrusted to the League of Nations by Article 22 of the Covenant.

[*Resolution adopted on October 10th, 1932 (morning).*]

4. SLAVERY.

The Assembly,

Notes the report of the Committee of Experts on Slavery (document A.34.1932.VI) which was transmitted to it by the Council's resolution of September 23rd, 1932 ;

Expresses its appreciation of the excellent work done by the Committee of Experts ;
Draws the attention of the Governments of the Members of the League and of the States parties to the 1926 Convention to the opinions and suggestions contained in the report of the Committee of Experts, and hopes that the organs of the League will be kept informed of the measures which the Governments continue to take for the total abolition of the slave trade and of slavery in its different forms ;

Decides that an Advisory Committee of Experts shall be constituted, whose composition, competence and functions are described in the annex to the present resolution ;

Requests the Secretary-General to include in his draft budget for 1934 the necessary credit for this Committee ; and

Requests the Council to take, in the interval, all measures not requiring a budgetary credit and which will conduce to the carrying out of the proposals which have been made.

Annex.

A. The Committee shall consist of seven members chosen solely for their special knowledge of slavery questions, all the members being of different nationalities. They shall be appointed for an undefined term, the Council retaining the right to renew the composition of the Committee every six years. The duties of the Committee, which will meet once every two years, if necessary, will be strictly advisory and it will have no powers of supervision ; its task will be :

(1) To study and examine the documents supplied or transmitted by Governments to the Secretariat ;

(2) To study, on the basis of such documents and of the special knowledge of its members, the facts and institutions mentioned in Article 1 of the 1926 Slavery Convention and to examine their rôle in the social system ;

(3) To study the means of gradually abolishing these institutions or customs, or of causing them to develop in such a way as to deprive them of any objectionable features ;

(4) If a country where slavery exists asks for financial assistance from the League of Nations in settling questions relating to the abolition of slavery, the Committee will, at the request of the Council, examine the objects for which this financial assistance is requested, the minimum amount necessary and the guarantees offered ;

(5) The Committee shall not deal with questions relating to Article 5 of the 1926 Slavery Convention.

The Committee's proceedings will be confidential.

At the termination of each session, the Committee will submit a report to the Council ; and the Council shall decide whether the whole or part of this report should be published.

The Committee will draw up its own rules to regulate its proceedings and these shall be submitted for the approval of the Council.

In carrying out its duties the Committee is to observe the following rules :

(1) The consultation of organisations or persons on facts concerning slavery is not permitted. These organisations or persons will have to send their complaints or observations through the intermediary of their respective Governments ;

(2) If a communication concerning a country is addressed to the Committee by the Government of another State, the Committee shall transmit it, through the intermediary of the Council, to the Government of the country concerned for its observations ;

(3) The Committee shall not be competent to hear depositions.

It is understood that, in agreeing to the setting up of this Committee, the Governments parties to the Slavery Convention of 1926 do not assume any obligation of such a nature as to modify those they have entered into in virtue of that Convention.

B. The Secretariat of the Committee will be provided by the Secretariat of the League of Nations. Its task will be :

(1) To receive the documents sent to the League of Nations in virtue of Article 7 of the Slavery Convention and all other documents which the Governments may transmit on subjects concerning slavery ;

(2) To collect, for the use of the members of the Committee, information and surveys published concerning slavery ;

(3) To make a methodical classification of all documents and information.

[Resolution adopted on October 12th, 1932 (afternoon).]

5. PROTECTION OF MINORITIES.

The Assembly takes note of the report of the Sixth Committee (document A.60.1932.I).

[Resolution adopted on October 11th, 1932 (morning).]

6. WORK OF THE INTERNATIONAL ORGANISATION FOR INTELLECTUAL CO-OPERATION.

General Resolution :

The Assembly,

Having considered the report of the International Committee on Intellectual Co-operation on the work of its fourteenth session (document A.11.1932.XII) and the report of the Governing Body of the International Institute of Intellectual Co-operation (document A.19.1932.XII) ;

Noting the contents of the reports submitted by the representative of France to the Council at its last session, both on the activities of the Organisation for Intellectual Co-operation and on its methods of work and organisation :

(1) Observes with satisfaction the important results obtained during the past year, and

Approves as a whole the programme of work of the Organisation for the year 1932-33 ;

Education :

(2) Emphasises the importance of the formation of national educational information centres and the establishment of direct relations between those organisations, with the help of the International Centre constituted by the Institute of Intellectual Co-operation, and

trusts that the other forms of international co-operation which are now being organised in regard to the various stages of education will be developed ;

Revision of School Text-books :

(3) Appreciates the results of the efforts made to provide a procedure for facilitating the revision of school text-books, and attaches the greatest importance to the documentary material collected on this question by the Institute ;

Subject to the explanations given in the Committee's report, approves the more extensive application of the Casares resolution, as recommended by the Committee ;

Instruction on the League of Nations :

(4) Emphasises the importance which it attaches to all questions connected with the instruction of youth in the aims of the League and to the promotion of an international spirit ;

Is glad to note the action taken in this sphere both by the Educational Information Centre at Geneva and by the Paris Centre, and draws the attention of Governments in particular to the enquiry now in progress concerning the education of teachers in training colleges with a view to their giving instruction regarding the League ;

Reorganisation of Education in China :

(5) Desires to place on record the special value of the assistance given by the Intellectual Co-operation Organisation in the study of educational problems in China and in the work of reorganisation which the Chinese Government proposes to undertake ;

Thanks the distinguished persons who have been good enough to co-operate with the League in this matter and through whose zeal the important achievements realised have been made possible ;

Expresses the hope that this co-operation, so successfully begun, will be further extended in the same spirit of comprehension and practical activity ;

Broadcasting :

(6) Notes that the Organisation has given effect to the recommendations made by the Assembly at its last session concerning the international aspects of broadcasting ;

Attaches special importance to the meeting of experts whose duty it will be to examine the conditions which international agreements concerning broadcasting should fulfil ;

Moral Disarmament :

(7) Expresses its satisfaction with the valuable co-operation which the Intellectual Co-operation Organisation has been able to afford to the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments, with a view to the study of the problem of moral disarmament ;

Trusts that the Conference may find it possible, on the completion of its work, to include among the documents setting forth its results an act in a form to be determined later, which would assist the efforts that are being made to bring about the intellectual *rapprochement* of the peoples ;

Is convinced that, in this field, the Intellectual Co-operation Organisation can place at the disposal of Governments means of action of proved effectiveness ;

Scientific Study of International Relations :

(8) In connection with the scientific study of international relations, the Assembly trusts that the Intellectual Co-operation Organisation will extend still further its activities in this sphere and will endeavour to give wide publicity to the results of conferences such as the Milan Conference ;

Intellectual Rôle of the Press :

(9) Whereas the Press plays a part of the first importance in the education of the masses, and may be counted upon to provide powerful assistance in raising their intellectual level ;

The Assembly asks the Organisation for Intellectual Co-operation to seek the most effective means of completely attaining this end, and

Requests it, in consultation with the National Committees on Intellectual Co-operation and representative journalists, to study the methods by which the Press might contribute to a better understanding between the peoples by perfecting their knowledge. The conclusions of this study shall be submitted to the fourteenth Assembly ;

National Committees :

(10) Recognises once again the important part played by the National Committees on Intellectual Co-operation and the necessity of encouraging those already in existence and of affording them additional means of carrying out the more and more numerous tasks of increasing importance which they have to perform ;

Preservation of Historical Monuments :

(11) The Assembly,

Approving the resolution adopted by the International Committee on Intellectual Co-operation and acceding to the latter's request that it should communicate to the Members of the League the recommendations drawn up by the Athens Conference concerning the preservation of historical monuments and works of art ;

Entrusts to the Intellectual Co-operation Organisation the task of transmitting the said recommendations to the Governments on its behalf ;

Administrative Questions :

(12) Having noted the results of the administration of the Institute of Intellectual Co-operation as shown by the report of the Governing Body of that Institute ;

Expresses its satisfaction with the excellent methods employed which have made it possible to develop the activities of this organisation and, at the same time, to consolidate its financial position ;

International Educational Cinematographic Institute :

(13) Having considered the report of the Governing Body of the International Educational Cinematographic Institute ;

Expresses its satisfaction with the systematic development of that Institute's work and, in particular, with the results of the numerous enquiries already completed or at present in progress ;

Has pleasure in recognising once again the value of the *International Review* published by the Institute and the friendly reception given to it both in educational circles and by the technical experts of the film industry ;

Trusts that the Institute, by extending its activity in those spheres which already engage the attention of the League of Nations, may be able to promote the use of the powerful means of dissemination represented by the cinema in favour of the League's work.

[*Resolutions adopted on October 10th, 1932 (morning).*]

7. RUSSIAN, ARMENIAN, ASSYRIAN, ASSYRO-CHALDEAN AND TURKISH REFUGEES.

The Assembly,

Notes with satisfaction the interesting report (document A.24.1932) of the Governing Body of the Nansen International Office for Refugees and the important work in favour of distressed refugees throughout the world effected during the past year by the Office in spite of the difficulties created by the economic depression ; and

Expresses its gratitude to the organs of the Office, and particularly to its President, Dr. Max Huber, for their devoted efforts which have so much contributed to those results ;

Hopes that a satisfactory arrangement may soon be made between the Governing Body and the mandatory Power for the future care of the refugee population in Syria ;

Requests the Office to examine the possibility of effecting the transfer to the Armenian (Erivan) Republic of a further 20,000 Armenian refugees from other countries who may express the desire to be settled in Erivan ;

Recalls the offers of financial and other assistance made by various Governments in connection with the Erivan Settlement Scheme initiated by Dr. Nansen ;

Invites those Governments to consider the possibility of placing at the disposal of the Office the financial and other assistance formerly promised to Dr. Nansen ;

Recommends the national committees nominated by the Governments for the purpose of obtaining funds for the Erivan Settlement Scheme to resume their efforts for obtaining funds, and invites the Governments which have not already done so to nominate such committees ;

Requests the Office to endeavour to alleviate the unfortunate situation of the 20,000 Russian refugees in China rendered destitute by recent floods ;

Expresses the hope that the various private organisations interested in refugee work may agree to co-operate with the Office as far as possible, and invites the Office to make a report on this subject to the Council at an early date ;

In order to place more adequate funds at the disposal of the Office :

Once more strongly recommends the Governments to apply fully the Nansen Stamp System and to initiate the creation on their territories of national committees for the Nansen Memorial Fund ;

Urges Governments not to proceed to the expulsion of a refugee unless he has obtained permission to enter an adjoining country ;

Requests the Council to take the necessary action on this resolution.

[*Resolution adopted on October 10th, 1932 (morning).*]

8. CO-OPERATION OF WOMEN IN THE ORGANISATION OF PEACE.

The Assembly,

Expresses its warm appreciation of the work done by women in support of the League of Nations (document A.10.1932), and welcomes wholeheartedly the efforts made to increase their collaboration ;

Notes that the Women's Organisations consulted are unanimous in declaring that equal status between men and women is a prerequisite of the effective collaboration of women in the work of the League and that their collaboration can be most effectively exercised through the competent official organs of the League and of the Governments ;

Reminds all the States Members of the League of Article 7 of the Covenant, which has in view the possibility :

(a) For the Governments of the States Members to appoint competent women to Assembly delegations, to Conferences and on Governmental Committees of the League ;

(b) For the Council to appoint competent women on technical League Committees as assessors and experts ;

(c) For the Secretary-General to include competent women in the higher posts of the Secretariat.

[Resolution adopted on October 10th, 1932 (morning).]

9. CO-OPERATION OF THE PRESS IN THE ORGANISATION OF PEACE.

The Assembly :

1. Expresses its gratitude to the international and national Press organisations for their views upon the problem of preventing " the spread of false information which may threaten the peace of the world and the good understanding between nations " ;

2. Expresses its thanks to the Danish Government for summoning in January 1932 at Copenhagen a Conference of Governmental Press Bureaux and representatives of the Press, and notes with great interest the resolutions adopted by that Conference ;

3. Trusts that, at a further conference organised on lines similar to those of the Copenhagen Conference, definite proposals may be made to give effect to some of the principal suggestions already offered regarding, in particular, the necessity of a greater abundance of accurate information, of true freedom of the Press, and of co-operation between the Press organisations of various countries ;

4. Advocates the fullest possible publicity for League meetings ;

5. Commends to the sympathetic consideration of the Chairmen of all Committees of the League of Nations the earlier and more complete distribution of documents ;

6. Desires that the Secretariat should continue to devote its attention to the development by all the means at its disposal of the swift supply to the Press of the fullest possible information concerning the work of the League of Nations ;

7. Invites the Council to consider the possibilities of affording to journalists cheap facilities for communicating to their newspapers information through the League wireless station, due regard being paid to interests affected ;

8. Requests the Secretary-General to communicate to the Press organisations consulted and to the Disarmament Conference this resolution, together with the Minutes of the Sixth Committee, and to report to the next Assembly on any further developments which may arise.

[Resolutions adopted on October 11th, 1932 (morning).]

VIII. RESOLUTIONS ADOPTED ON THE PROPOSALS OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

I. ORGANISATION OF THE SESSIONS OF THE ASSEMBLY.

The Assembly approves the report, dated September 30th, 1932 (document A.63. 1932), of the Committee of Five on Assembly Arrangements, and thanks the Committee of Five for the work which it has accomplished since its institution in 1929.

[Resolution adopted on October 12th, 1932 (afternoon).]

2. APPOINTMENT OF A MEMBER OF THE COMMITTEE OF NINETEEN SET UP BY THE ASSEMBLY AT ITS SPECIAL SESSION.

I.

The Assembly,

Having in view the request made by the Chairman of the Committee of Nineteen set up by the Assembly at its special session in regard to the appointment of a member of that Committee :

Considers that effect should be given to that request so as to conform to the intention of the Assembly which, by its resolution of March 11th, 1932, fixed the number of members which the Committee should comprise ;

And therefore decides, in application of Rule 4, paragraph 4, and Rule 14, paragraph 2, of its Rules of Procedure, to insert this question in the agenda of its thirteenth ordinary session, and to proceed without other formalities or delay to the appointment of a member of the Committee.

[Resolution adopted on October 14th, 1932 (afternoon).]

II.

Following on the above resolution, the Assembly, at its eleventh meeting, elected Turkey a member of the Committee of Nineteen.

[Meeting of October 14th, 1932 (afternoon).]

IX. ELECTION OF THREE NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL.

The Assembly elected CZECHOSLOVAKIA, the UNITED STATES OF MEXICO and POLAND.

[Meeting of October 3rd, 1932 (afternoon).]

THE RECORDS OF THE THIRTEENTH ASSEMBLY

are at present in preparation. Each volume will be despatched immediately on appearance and the series will be completed before the end of July 1933. Subscriptions may now be placed with the agents for the League publications (see page IV of the cover) or the Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).

Subscription rate for the complete series (nine volumes including the present one) : £2 — \$10.00

OFFICIAL JOURNAL

The *Official Journal*, which is published in separate editions in English and French, contains the complete Minutes of the Sessions of the Council of the League of Nations, the text of the Reports and Resolutions adopted by the Council, as well as the principal official documents received or despatched by the Secretariat of the League.

Annual Subscription (1932) (including index) . . .	£3	\$15.00
1920 (all issues)	15s.	3.00
1921 » »	15s.	3.00
1922 » »	£3	12.00
1923 » »	£2 10s.	12.00
1924 » »	£2 10s.	12.00
1925 » »	£2 10s.	12.00
1926 » »	£2 10s.	12.00
1927 » »	£2 10s.	12.00
1928 » »	£2 10s.	12.00
1929 » » (including index)	£3	15.00
1930 » » (including index)	£3	15.00
1931 » » (including index)	£3	15.00

The prices of the separate numbers vary according to size.

THE MONTHLY SUMMARY OF THE LEAGUE OF NATIONS

The *Monthly Summary* of the League of Nations is a record of proceedings of all League meetings and provides in general form a regular account of League activities. It is published in separate editions in Czech, English, French, German, Italian and Spanish.

Annual Subscription	8s.	\$2.00
Single No.	1s.	\$0.20

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

- AFRIQUE DU SUD (Union de l') — SOUTH AFRICA (Union of)**
 Maskow Miller, Ltd., 29, Adderley Street, LE CAP.
- ALLEMAGNE — GERMANY**
 Carl Heymanns Verlag, Mauerstrasse 44, BERLIN, W.S.
- ARGENTINE**
 Libreria «El Ateneo», calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE — AUSTRALIA (Commonwealth of)**
 H. A. Goddard, Ltd., 255a, George Street, SYDNEY.
- AUTRICHE — AUSTRIA**
 Muzische Verlags- und Universitätsbuchhandlung, Kohlmarkt 20, VIENNE, I.
- BELGIQUE — BELGIUM**
 Agence Dehonno, Messageries de la Presse, S. A., 16-22, rue du Persil, BRUXELLES.
- BRESIL — BRAZIL**
 Livraria Vieira Souto, 91, av. Rio Branco-7^os. 11, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIE — BULGARIA**
 Librairie Française et Étrangère, J. Carasso & C^o, B4 «Tsar Osvoboditel», N° 3, SOFIA.
- CANADA**
 League of Nations Society in Canada, 389, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI — CHILE**
 Carlos Niemeyer, Libreria Universal, Cas. 293, VALPARAISO.
- CHINE — CHINA**
 Commercial Press, Ltd., Sales Office, C 453, Houan Road, SHANGHAI.
- COLOMBIE — COLOMBIA**
 Libreria Voluntad S. A., calle Real, N° 297-301, BOGOTA.
- DANEMARK — DENMARK**
 Levin & Munksgaard, Publishers, Nørregade 8, COPENHAGEN.
- DANTZIG (Ville libre de) — DANZIG (Free City of)**
 Georg Stilke, Buchhandlung, Langgasse 27, DANTZIG.
- ÉGYPTE — EGYPT**
 G. M.'s Book Shop, 116 Sharia Ennad El Din (Opp. Davies Bryan), LE CAIRE.
- ÉQUATEUR — ECUADOR**
 Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE — SPAIN**
 Libreria Bosch, Ronda Universidad, 11, BARCELONE.
 Libreria Internacional de Romo, Alcalá, 5, MADRID.
- ESTONIE — ESTONIA**
 J. G. Krüger, Ant.-Ges., 11, Rõõmli t., TARTU.
- ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE — UNITED STATES OF AMERICA**
 World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- FINLANDE — FINLAND**
 Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2, HELSINKI.
- FRANCE**
 Librairie universitaire J. Gamber (S.A.), 7, rue Danton, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COUBONNE — GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES**
 George Allen & Unwin, Ltd., 40, Museum Street, LONDON, W.C. 1.
- GRÈCE — GREECE**
 «Eleftheroudakis», Librairie Internationale, place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
 Goubaud et Cia., Ltda., Guatemala.
- HAÏTI — HAITI**
 Librairie-Papeterie, M^o D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HONGRIE — HUNGARY**
 Librairie Grill, Dorotya utca, 2, BUDAPEST.
- INDE — INDIA**
 The Book Company Ltd., College Square, 4/A, CALCUTTA.
- INDES NÉERLANDAISES — DUPON EAST INDIES**
 Algemeene Boekhandel G. Koff & Co., BATAVIA-WILTBRUDEN.
- IRLANDE (État libre de) — IRISH FREE STATE**
 Eason & Son, Ltd., 79-82, Middle Abbey Street, DUBLIN.
- ISLANDE — ICELAND**
 Peter Halldorsson, REYKJAVIK.
- ITALIE — ITALY**
 Libreria Internazionale Treves-Treccani-Tumminelli, Ufficio Importazione Esportazione, Galleria Vittorio Emanuele 80-82, MILAN. Succursales: FLORENCE, GENÈS, NAPLES, PADOUE, PALERME, PAVIE, ROME, TRIESTE, TURIN, VENISE.
- JAPON — JAPAN**
 League of Nations Tokio Office, Marunouchi-C-13, TOKYO, MARUZO Co., Ltd. (Maruzen - Kabushiki - Kaisha), 8, Nihonbashi Tori-Nichome, TOKYO. Mitsukoshi Limited, Surugacho, Nihonbashi, TOKYO.
- LETTONIE — LATVIA**
 Latvijas Teicigata Agentura "Leta", Kr. Barona iela 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (G.-D.) — LUXEMBURG (G.-D.)**
 Librairie M. Hagen, anct. J. Heintzé, 17a, Avenue de la Porte Neuve, Luxembourg.
- NORVÈGE — NORWAY**
 Oiaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE — NEW ZEALAND**
 The Clarét Bookshop, 126, Vivian Street, P.O. Box 310, WELLINGTON.
- PANAMA — ISLERO A. Beluche, Apartado 755, Avenida Norte, No 49, PANAMA.**
- PARAGUAY**
 Librairie Internacional Santiago Puigbonet, Casilla de Correo 581, ASUNCION.
- PAYS-BAS — NETHERLANDS**
 Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout, 9, LA HAYE.
- POLOGNE — POLAND**
 Gebethner & Wolff, ulica Zgoda, 12, VARSOVIE.
- PORTUGAL**
 J. Rodrigues & Cia., Rua Aurea, 186-183, LISBONNE.
- ROUMANIE — ROUMANIA**
 «Cartea Românească», 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST I.
- SARRE (Bassin de la) — SAAR BASIN**
 Gebr. Hofer A.-G., Sortimentsabteilung, SARRBRUCKE.
- SUÈDE — SWEDEN**
 C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, STOCKHOLM.
- SUISSE — SWITZERLAND**
 Librairie Payot & C^o, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE, BALE.
 Librairie D^r Girsberger & Rinnhardt, Kirchgasse 17, ZURICH.
- TOUHÉOSLOVAQUIE — CZECHOSLOVAKIA**
 Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.
- TURQUIE — TURKEY**
 Librairie Anadolou Méarif, Boite postale 45, ANKARA.
- YUGOSLAVIE (Royaume de) — YUGOSLAVIA (Kingdom of)**
 Librairie internationale François Bach, 8, rue Knez Mihailova, BELGRADE.
 Librairie de l'Université et de l'Académie Yougoslave, St. Kuzilj, Illica, 30, ZAGREB.
 Knjigarna «Schwentner», Presernova ulica, LJUBLJANA.

For the other pays, s'adresser :

Service des publications de la Société des Nations, Genève (Suisse).

For other countries, apply :

Publications Department of the League of Nations, Geneva (Switzerland).